

Élections 1994

Éditorial



Chantal Hébert

Suzanne et Lisette

Suzanne Maril qui fait des discours pour vanter son homme premier ministre, Lisette Lapointe qui a carrément un itinéraire de campagne quotidien indépendant de celui de son chef péquiste de mari, voilà du jamais vu dans une campagne électorale au Québec !

D'avantage que n'importe où ailleurs en Amérique du Nord, les familles des chefs politiques québécois avaient été, jusqu'à la campagne en cours, des zones protégées des grands tourments médiatiques.

Même au moment des grands triomphes comme en 1976, même à l'heure des plus dures défaites comme en 1980, René Lévesque avait ainsi l'habitude de laisser ses proches en retrait quand il s'adressait à ses partisans.

Robert Bourassa, en un quart de siècle de leadership politique, n'a vraiment mêlé vie familiale et impératif électoral qu'une seule fois, sur le tard, alors qu'il était apparu avec son petit-fils dans une publicité télévisée en faveur de l'accord de Charlottetown.

Quant à Claude Ryan, il aura fallu Lise Payette et sa sortie sur les Yvettes pour projeter, fort accidentellement, les feux de la campagne référendaire de 1980 sur son épouse.

Mais si les interventions des Maril et Lapointe rompent avec une certaine tradition québécoise, il y a longtemps qu'au palier fédéral, on marie allègrement famille et image politique.

Au fil des 20 dernières années, les compagnes des Pierre Trudeau, Joe Clark et Brian Mulroney ont toutes goûté, fort activement, aux grands combats partisans.

Avant de devenir un albatros au cou de son célèbre conjoint, Margaret Trudeau avait été sa bonne étoile le temps d'une mouvementée campagne en 1974.

Maureen McTeer, pour autant de plumes qu'elle ait coûtées à son Joe Clark auprès des conservateurs purs et durs, a servi à replumer la cause conservatrice parmi les féministes.

Quant à Mila Mulroney, elle était tellement intimement associée au gouvernement de son mari qu'elle disposait d'une structure de soutien bien à elle, avec bureau, services de presse, etc.

Aujourd'hui, ailleurs au Canada, comme aux États-Unis, la présence active d'une conjointe articulée est presque devenu un *must* pour qui veut réussir en politique.

Pendant la récente course à la succession de Brian Mulroney, des conservateurs avaient même invoqué, pour expliquer leur préférence pour Jean Charest, l'apparente solidité de sa vie familiale par rapport à celle de sa rivale, Kim Campbell.

Faisant valoir, à juste titre, que lui et sa conjointe avaient toujours fait équipe, le jeune ministre, embarrassé, avait quand même dû se défendre de faire de la présence permanente de son épouse Michèle à ses côtés une façon de mettre en évidence les échecs conjugaux de son adversaire.

Mais si la campagne fédérale déclenchée, on a vu les Bouchard, Manning et Chrétien s'adjoindre eux aussi leurs conjointes pour le moindre de leurs déplacements.

Pendant la campagne fédérale de 1993, les hommes ont donc fait campagne en couples, tandis que les Kim Campbell et Audrey McLaughlin parcouraient le Canada en solitaire...

Aujourd'hui, ni Audrey Bouchard, ni Aline Chrétien ne jouent de rôle de premier plan dans la capitale fédérale. La première passe le plus clair de son temps avec ses enfants à Montréal ; les entrevues qu'elle a accordées la seconde depuis les élections se comptent sur les doigts d'une seule main. Quant à Sandra Manning, s'il est reconnu qu'elle exerce une certaine influence sur le Parti réformiste, tout cela se passe en coulisses.

Pourtant, toutes sont considérées par les médias canadiens comme appartenant au domaine public. Car, au Canada comme aux États-Unis, la participation active des familles des candidats politiques à leurs opérations médiatiques a contribué à effacer la ligne de démarcation entre vie privée et publique.

Elle a suscité chez plusieurs médias un appétit presque aussi vorace pour la somme des emplettes de la conjointe d'un chef politique que pour les grandes orientations des gouvernements.

A cet égard, le Québec ne s'était pas encore complètement mis à l'heure nord-américaine, les leaders politiques et leurs proches continuant d'y jouir d'une forme d'immunité médiatique.

Maintenant que les chefs politiques québécois et leurs conjointes donnent le ton, les médias vont se mettre à leur nouveau diapason.

Le Hir met encore Parizeau dans l'embarras

Le candidat vedette du PQ prône un second référendum en cas de défaite

GILLES NORMAND

Le chef péquiste a, encore une fois, été placé dans l'embarras par son candidat vedette Richard Le Hir qui, répondant à des journalistes à sa sortie du déjeuner-causerie de la Jeune Chambre de commerce de Montréal, a déclaré qu'il n'était pas question d'accepter un « non » comme réponse au référendum, ajoutant qu'on en tiendrait un deuxième si nécessaire.

L'opinion du candidat d'Iberville a fait passer au second plan les moments forts de la journée d'hier, le lancement de la politique agricole du PQ, à Saint-Hyacinthe, et la rencontre de Jacques Parizeau avec les membres de la Jeune Chambre de commerce, à l'hôtel Reine-Élisabeth.

Pourtant, le chef péquiste a été accueilli très chaleureusement par ces gens d'affaires, comme s'ils le considéraient déjà, à la lumière des sondages, comme le prochain premier ministre.

Avant le débat télévisé, la vente des billets à 25 \$ pour ce déjeuner-causerie allait

très lentement. Au lendemain du débat, le téléphone n'a pas dérogé, on a tout vendu et on a refusé du monde faute de place, a-t-on expliqué. Exactement 550 personnes ont assisté au dîner et au discours du chef du PQ, « la plus forte assistance depuis plusieurs années », a déclaré l'animateur. Ce public s'est levé pour applaudir longuement M. Parizeau.

Par ailleurs, même s'il avait en quelque sorte autorisé « l'ouverture » proposée par Richard Le Hir, au soir du débat, en indiquant qu'il n'était pas question qu'il « remette » son option si elle était battue, le chef du PQ a refusé d'indiquer si effectivement il tiendrait un autre référendum s'il perdait celui qu'il projette pour 1995.

« Si ma grand-mère avait des roues, ce serait un autobus. » C'est par cette boutade empruntée à l'ex-premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, que Jacques Parizeau a voulu illustrer le caractère hypothétique d'une défaite souverainiste au référendum, défaite qu'il refuse d'envisager.

Le hic, en ce qui a trait à l'opinion de M. Le Hir, c'est que la loi référendaire interdit

la tenue de plus d'un référendum sur le même objet à l'intérieur d'une même législature (entre deux élections). Ce qui signifie qu'un deuxième référendum ne saurait survenir sans de nouvelles élections générales, à moins évidemment que la loi ne soit amendée. Avenue dans laquelle Jacques Parizeau a refusé de s'engager, hier, même quand il lui a été demandé s'il ne croyait pas que les Québécois étaient en droit de savoir quel scénario il projetait advenant une défaite référendaire.

« J'ai l'intention de gagner ce référendum. Je pense faire ce qu'il faut pour le gagner. Le reste est rigoureusement hypothétique. On y va pour gagner (...) Pourquoi je changerais la loi ? J'ai bien l'intention de le gagner, ce référendum. »

— Si vous perdez ?

— J'ai l'intention de le gagner. »

Impossible d'en sortir : ce référendum ne peut être perdu, en tout cas Jacques Parizeau n'envisage aucun autre scénario. « Je considère la souveraineté comme essentielle, ne me demandez pas de renoncer à

mes convictions », a-t-il indiqué pour expliquer sa réponse à Anne-Marie Dussault, au débat de lundi soir. Il a rappelé avoir démissionné en 1984 et être revenu en politique, en 1988, par conviction.

Comme il l'a déjà dit en début de campagne, le chef du PQ s'est montré disposé, comme premier ministre, à assister à des rencontres fédérales-provinciales s'il estime que « cela est dans l'intérêt du Québec ».

En début de campagne M. Le Hir, candidat dans Iberville, avait provoqué quelques chaos dans la campagne péquiste en se prononçant de façon « originale » sur des éléments de la plate-forme électorale de son parti. Par exemple, il exprimait des réserves sur l'« impôt » de 1 p. cent de la masse salariale des entreprises devant servir à constituer un fonds national de formation professionnelle. Hier, il s'est dit d'accord avec cette mesure, parce qu'elle est adoucie par la perspective d'une réforme fiscale. Il avait également opiné relativement à la monnaie qui aurait cours dans un Québec indépendant.



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Suzanne Maril vit, avec Daniel Johnson, une union qu'elle qualifie d'exceptionnelle. « Je peux vous jurer, dit-elle, que je n'ai jamais été aussi comblée par une relation. »

Suzanne Maril, combattante malgré elle

NATHALIE PETROWSKI

Il y a des jours que Suzanne Maril, 47 ans, mère de deux grands enfants et mariée à Daniel Johnson depuis un an, rayonnerait volontiers du calendrier. Le jour de notre rencontre était un de ceux-là. C'était vendredi dernier, bien avant qu'elle ne sorte de sa réserve pour prononcer des discours partisans et qu'une photo d'elle en gros plan ne la positionne comme l'arme secrète de son mari.

Au moment de notre rencontre, elle venait tout juste de recevoir une volée d'oeufs des gars de la FTQ. Un oeuf s'écrasa brutalement sur son épaule, tachant le lin bleu de son élégant tailleur. Le regard furieux, elle se cabra avant de tendre un bras volontaire et protecteur devant son mari. Madame n'était pas de bonne humeur. Elle se réfugia immédiatement dans un bureau de l'hôtel de ville de Montréal pour se changer (elle avait prévu une tenue de rechange pour la journée) mais surtout pour frotter à l'eau le complet de son homme.

Le lendemain, la photo d'elle en protectrice furibonde fit le tour du pays. Ce que la photo oublia d'évoquer c'est que Suzanne Maril était aussi furieuse qu'ébranlée.

Affalée dans la limousine qui la conduisait plus tard dans un foyer d'accueil d'Anjou, Suzanne Maril était pâle, vacillante, les mains tremblantes, le souffle court. Madame n'était plus de mauvaise humeur. Elle luttait contre la douleur qui la sciait en deux. Elle avoua qu'elle avait essayé ce matin-là de réduire la dose des médicaments qu'elle prend depuis son cancer de la peau. Une très mauvaise idée.

« Dans dix minutes, ça va aller », m'offrit-elle avec un petit sourire forcé avant d'avaler deux comprimés.

Suzanne Maril a peut-être réussi par des sourires coquins à conjurer publiquement la maladie (elle est en rémission d'un cancer de la peau), en privé elle semble plus mal en point que sous les réflecteurs. Plus fragile aussi.

Quand on aborde le sujet de sa maladie, elle se ferme comme une huître. Elle affirme qu'elle est complètement guérie mais concède que cette forme de cancer

tue 3000 personnes par année. Le plus désolant c'est l'irresponsabilité des chirurgiens esthétiques qui lui ont enlevé trois petites excroissances cutanées sans jamais lui conseiller un biopsie.

« Si seulement j'avais su », soupire-t-elle avant de hausser les épaules, l'air de dire c'est la vie.

Oubliez la femme que vous voyez au téléjournal, la présence timide et silencieuse qui en une nuit s'est transformée en porte-étendard de Daniel Johnson. Suzanne Maril est une femme plus compliquée qu'il n'y paraît. Plus fascinante aussi.

Elle est d'abord l'archétype parfait de la belle anglaise de la ville de Québec, folle à ses heures mais légèrement tordue par un relent de culpabilité bourgeoise et une anxiété que la maladie a dû exacerber.

Voilà une femme qui prenait jadis un malin plaisir à étrenner des chapeaux de Pâques à New York et à faire rougir son mari, sans se douter qu'elle serait un jour condamnée aux chapeaux et aux ombrelles pour sauver sa peau. Le soleil qu'elle vénérât jadis est devenu son plus grand ennemi. Elle doit le fuir systématiquement pendant au moins un an.

Voilà aussi une femme d'affaires fascinée par le marketing de produits touristiques et légèrement ennuyée par la politique, qui a été obligée de renoncer à sa passion et de fermer sa compagnie pour suivre un politicien.

D'autres y perdraient leur nom. Pas Suzy, comme son père l'appelle. Non pas qu'elle soit de tempérament docile mais Suzanne Maril s'est souvent laissée baloter par les hasards de la vie.

« Nous sommes une famille de gitans, affirme-t-elle. Certains d'entre nous sont prêts à tout laisser tomber pour recommencer leur vie. »

C'est ce que son père a fait à 50 ans pour pouvoir peindre à son gré. C'est ce que Suzanne a répété quand son premier mariage a échoué. Elle a quitté la maison luxueuse de son ex-mari avec ses deux enfants pour quelque chose de plus modeste. Elle s'est lancée dans le travail comme une forcenée sans comprendre qu'elle brûlait ses meilleures années. Les demi-mesures ne sont pas sa spécialité.

Née à Londres de l'union d'une historienne britannique et d'un peintre du dimanche québécois, elle a trois frères et soeurs nés chacun dans une ville différente. La famille a longtemps vécu au Pérou avec la grand-mère maternelle d'origine péruvienne. À 10 ans, Suzanne Maril quittait le Pérou pour Sillery, la banlieue chic de Québec, renouant avec la branche québécoise de la famille dont le grand-père Maril, gros développeur de Notre-Dame-de-Grâce. La rue Maril porte aujourd'hui son nom.

Comme papa, directeur d'une agence de prêts hypothécaires, ne parlait pas français à la maison et que maman était protestante, la petite Suzanne fit ses études en anglais et apprit le français sur le tard, comme en témoigne son accent.

Dès l'âge de 14 ans, pour une raison qu'elle ne s'explique pas, elle s'intéresse à l'étage gériatrique d'un hôpital de Québec. C'est le début d'une longue carrière de bénévolat auprès des vieux.

Aujourd'hui encore, elle fait campagne auprès d'eux avec un enthousiasme qui frôle l'obsession.

« Que cherchez-vous auprès des vieux ? » lui ai-je demandé après qu'elle eut fait le tour de l'établissement et prodigué un bon mot, un sourire et une caresse à pratiquement tous les résidents, sans jamais chercher à soutirer leur vote.

« Rien, répondit-elle, it feels good, c'est tout. »

Au début j'ai cru qu'elle cherchait à apprivoiser dans les foyers d'accueil la détresse de sa propre vieillesse. Maintenant je crois qu'elle cherche simplement à se rassurer sur elle-même et sur sa longévité.

Son style dans les foyers d'accueil est aux antipodes du style didactique de Lisette Lapointe-Parizeau. Ses visites sont informelles et apolitiques. Pas de cours sur le fédéralisme, pas de référence aux élections. Elle regarde d'un mauvais oeil tout bénévolat qui essaie de refiler en douce des déliants du Parti libéral.

Au Centre d'Accueil Eloria Lepage, elle s'est pressée de semer Huguette Boucher-Bacon, la députée du coin. Celle-ci voulait éviter l'étage des problèmes cognitifs, une formule polie pour l'Alzheimer.

À quoi bon faire le tour de gens qui ne se souviennent même pas de leur nom ?

Discrètement mais fermement, Suzanne Maril a insisté pour se perdre dans les couloirs du quatrième étage. Au diable les élections !

Charmante, charmeuse, rigolote mais très déterminée, Suzanne Maril est un drôle d'oiseau. Daniel Johnson a dû le sentir quand il s'est pointé par deux fois au centre de ski Stoneham, propriété de son ex-mari, un dénommé Blondeau.

« On s'était rencontrés une première fois quand on était tous les deux mariés, raconte-t-elle. Je devais peut-être travailler pour lui, ça m'intéressait plus ou moins mais de toute façon ça n'a pas marché. Quand il a su que j'étais seule, il est revenu pour soi-disant visiter nos installations. Je ne comprenais pas où il voulait en venir. À un moment donné, il tournait tellement autour du pot que je me suis fâchée. »

Acculé au pied du mur, Daniel Johnson a fini par avouer à la jolie blonde qu'il était venu la voir. Ce fut le début d'une relation que Suzanne Maril qualifie d'exceptionnelle.

« Et je m'y connais, insiste-t-elle, j'ai fait beaucoup d'erreurs, plus d'erreurs que de réussites d'ailleurs mais je peux vous jurer que je n'ai jamais été aussi comblée par une relation. »

Quand on parle d'avenir, Suzanne Maril devient subitement floue. Elle n'a pas l'ambition du pouvoir et ne se positionne pas spontanément comme future Première Dame.

Outre son rêve de mettre sur pied un projet communautaire réunissant des aînés et des enfants dans des sous-sols d'églises après l'école, Suzanne Maril ne sait pas ce qu'elle fera ni quel sera son rôle dans un gouvernement Johnson. La politique on s'en doute, n'est pas sa tasse de thé.

Quand je l'ai quittée, elle était en grande conversation avec une vieille dame qui lui déclinait ses maladies. Suzanne l'écoutait attentivement en lui passant la main dans le dos. Perdue dans son monde, reconfortant la vieille de sa blondeur, elle m'a fait penser à cette terrible phrase de Réjean Ducharme. La vie, y'a pas d'avenir là-dedans, faut investir ailleurs.

Editorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Emploi: une bataille où il n'y a que des perdants

De tous les thèmes abordés au cours de cette campagne électorale, ce sont l'emploi et la lutte contre le chômage qui, de loin, représentent l'enjeu prioritaire pour la majorité des Québécois.



Et pourtant, malgré l'importance de l'enjeu et malgré l'énergie que les deux partis y consacrent, rares sont ceux qui, après cinq semaines de campagne, peuvent s'y retrouver et dire qui, des deux partis qui aspirent au pouvoir, ferait le mieux.

Cette profonde confusion s'explique largement par les prémisses imposées par les politiciens eux-mêmes au débat sur l'emploi. Les hommes politiques véhiculent avec une rare unanimité la fiction selon laquelle ils peuvent s'attribuer la paternité des emplois créés. Ce point de départ est faux.

La création et la disparition des emplois échappent largement aux gouvernements, quels que soient leurs talents et leurs bonnes intentions. Les pertes d'emploi que nous avons subies depuis 15 ans s'expliquent essentiellement par deux récessions, qui trouvent leurs causes hors des frontières québécoises et par une crise mondiale de restructuration des économies. Quant aux phases de création d'emplois, elles tiennent surtout aux grands mouvements conjoncturels de reprise. Dans les deux cas, les gouvernements provinciaux n'y sont pas pour grand-chose.

Le rôle de l'État, face à de tels mouvements, n'est pas inexistant, mais il est limité. L'État n'est pas très efficace, a-t-on pu découvrir depuis 15 ans, pour contrer les effets de la conjoncture. Ce qu'il peut bien faire, par contre, c'est créer un terreau qui permette à une économie en croissance de traduire son dynamisme en nouveaux emplois.

C'est un rôle fondamental, mais il est effacé; il ne fait sentir ses effets qu'au bout de nombreuses années et se prête donc mal au spectaculaire qui caractérise une campagne électorale.

C'est pourquoi les lassantes guerres de chiffres sont foncièrement futiles, notamment celles du débat de lundi où les chefs se reprochaient mutuellement les effets de récessions contre lesquelles ils ne pouvaient rien. Cela devrait aussi exclure les grands engagements pompiers qui créent des attentes insoutenables chez les électeurs, comme la promesse libérale de réduire le taux de chômage de cinq points de pourcentage ou les engagements au plein emploi du Parti québécois. L'État ne peut livrer une telle marchandise.

Les politiciens sont cependant conscients des limites de leur action. C'est sans doute pour cela qu'il y a un gouffre entre leurs grands engagements philosophiques et leurs promesses précises de création d'emplois, qui sont rares et modestes: l'aide à la construction domiciliaire des libéraux, leur projet d'auto électrique, les programmes péquistes de financement des nouvelles PME ou de la formation.

Ces limites amènent également péquistes et libéraux à insister surtout sur le développement d'un cadre qui favoriserait la création d'emplois. À ce chapitre, ils définissent les mêmes priorités: favoriser la croissance globale, miser sur l'éducation et la formation, la recherche, le développement de la PME, l'ouverture sur le monde, la régionalisation.

C'est ainsi que sur ce point fondamental, les partis se ressemblent beaucoup. Le ministre Gérard Tremblay, option mise à part, aurait pu être un ministre péquiste, et l'engagement péquiste d'aide aux PME aurait pu être proposé par les libéraux. Les seules vraies différences se retrouvent dans les programmes, surtout celui du PQ, véritable catalogue du passeim-

se économique. Mais heureusement, il ne semble pas servir de référence à M. Parizeau ou aux autres ténors de son parti.

Faute de politiques distinctives, faute de programmes significatifs, sur quoi se guider? Sur la confiance qu'inspirent les deux partis dans leur capacité de mener à bien des engagements similaires. Cela dépend des ministres, de la priorité que le gouvernement accordera à la question de l'emploi.

À ce chapitre, c'est sans doute le Parti québécois qui devrait remporter aux points, ne serait-ce que parce qu'il arriverait au pouvoir avec des troupes fraîches et pleines d'énergie. Les libéraux sont usés, leur passion pour l'emploi est une vocation tardive, leur principal intervenant, Gérard Tremblay, est le plus souvent isolé dans son propre gouvernement. Par contre, les péquistes veulent; et ce désir d'agir, bien canalisé, peut se traduire en résultats.

Cet avantage est cependant théorique, parce que ce potentiel de succès risque d'être annulé si le Parti québécois ne se débarrasse pas des chapitres économiques de son programme dont l'interventionnisme étoufferait toute initiative. Il sera également réduit par tout le brouhaha pré et post-référendaire, qui divertira les énergies créatrices vers d'autres priorités que celle de l'emploi.

Mais n'oublions pas que les efforts, promis par chacun des partis, sont presque dérisoires face à la crise de l'emploi que nous connaissons. La gravité de cette crise, la plus profonde que l'on ait connue depuis une génération, exige des moyens d'une ampleur inusitée et des remises en question profondes de nos façons de faire. C'est une révolution qui est nécessaire, et personne, dans cette campagne, ne l'a encore proposée.

Alain DUBUC

Coup fumant

L'arrestation, mardi, de 26 membres du crime organisé canadien, dont plusieurs «haut gradés» de la mafia montréalaise, constitue beaucoup plus qu'un simple fait divers. Cette opération confirme ce que signalait déjà au printemps dernier un rapport soumis au Congrès américain: le Canada en général, et Montréal en particulier, jouent un rôle clé sur la carte du monde interlope. Elle illustre aussi l'évolution que connaît cet univers et les liens internationaux qui se tissent de plus en plus entre les diverses multinationales du crime.



Mais l'impressionnante opération montre surtout les limites de l'action policière dans sa lutte contre le crime organisé. Ainsi, on pouvait se demander hier par quel miracle Vito Rizzuto, chef de la mafia sicilienne à Montréal, dont le nom apparaît sur au moins deux actes d'accusation portés à l'endroit de ses collaborateurs, a pu échapper à la Justice.

Questionnement naïf? Pas tant que ça. Aux États-Unis et en Italie, il existe des lois spécifiques visant la mafia et interdisant toute association avec le crime organisé. Rien de tel au Canada, où les «parrains» peuvent facilement être connus de tous, tout en menant une vie fort respectable.

Lors d'un récent congrès de chefs de police, la CUM réclamait que le Canada se dote d'une loi contre les associations de malfaiteurs. Le coup fumant mais incomplet de la GRC milite en faveur de cette demande.

Autre fait troublant: le peu de contrôle sur les institutions financières dans le blanchiment de l'argent. Là encore, le Canada souffre d'un vide législatif qui en fait un paradis de la conversion de narco-dollars. Une loi récente force les banques à garder pendant au moins cinq ans des dossiers sur les transactions supérieures à 10 000\$. Mais les institutions bancaires ne sont pas obligées de signaler les transactions douteuses à la police. Et la législation canadienne sur le blanchiment d'argent ne prévoit pas de poursuites criminelles.

Là encore, l'offensive de la GRC devrait forcer Ottawa à réévaluer ses lois et à leur donner plus de poigne.

Agnès GRUDA

Vers une Irlande unie

Vingt-cinq ans après l'arrivée des troupes britanniques pour maintenir l'ordre en Irlande du Nord, l'IRA a déclaré un cessez-le-feu. Alors que le gouvernement britannique cherche encore à savoir si le cessez-le-feu est permanent ou temporaire, l'histoire de l'Irlande entre dans une nouvelle phase.



Depuis plusieurs années déjà, les gouvernements de Londres et de Dublin recherchent les mêmes objectifs. Ils conçoivent une Irlande unie dans un avenir plus ou moins éloigné, mais insistent qu'elle ne se fera pas sans l'assentiment du Nord comme du Sud. La lutte entre l'irréductible irlandais et l'impérialisme britannique est ainsi finie. Les deux gouvernements ne font, du reste, que reprendre le sentiment de la majorité de leurs électeurs, écoeurés par la violence de ces dernières années. Ils veulent la paix et n'ont que faire d'une «guerre» qui n'est en réalité que du gangstérisme.

Dans une certaine mesure, les habitants de l'Irlande du Nord, tant protestants que catholiques, partagent ce point de vue. En 25 ans, la ligne de démarcation entre catholiques et protestants s'est encore davantage précisée, au point où moins de 10 p. cent des gens vivent dans des régions vraiment mixtes. L'isolement relatif des deux communautés augmente la crainte perpétuelle des attentats des terroristes de l'autre bord. Cette crainte est plus prononcée du côté de la majorité protestante, car ils constatent que la proportion des catholiques a atteint 42 p. cent lors du dernier recensement.

L'éclipse du chauvinisme en Grande-Bretagne et en Irlande ne fait pas l'affaire des terroristes de l'IRA, qui sentent leur cause sacrée leur filer entre les doigts, alors que les politiciens au pouvoir obtiennent des résultats concrets. Avec le cessez-le-feu, les chefs de l'IRA veulent sauter dans le train en marche, mais les militants constatent avec amertume que leur dévouement intransigeant n'a plus sa place.

Quant aux terroristes protestants, ils connaissent les mêmes affres au centuple. Alors que l'IRA peut à la rigueur participer à la victoire, les extrémistes protestants portent toute la responsabilité de la défaite. Contrairement à beaucoup de Britanniques établis en Irlande depuis trois siècles, ils refusent le changement et continuent à se croire en terre conquise. Malheureusement, ils sont encore capables de beaucoup de violence par dépit, avant que cette page de l'histoire ne soit tournée pour de bon.

Frédéric WAGNIÈRE

... EH BIEN! C'EST TRÈS SIMPLE, SI ÇA NE MARCHE PAS AU 1^{er} RÉFÉRENDUM, ON PASSERA AU SECOND ET AINSI DESUITE JUSQU'AU OUI MASSIF!! C'EST TOUT.



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Deux codes de déontologie?

■ Après avoir lu l'article de Yves Boisvert (*La Presse*, 2 août 1994), que peut-on penser d'un professeur de l'UQAM qui obtient une promotion même s'il a été condamné pour plagiat par sa corporation professionnelle? Est-ce à dire qu'il existe deux codes de déontologie, un pour les professeurs et un pour les professionnels? Qui plus est, en tant qu'étudiants, nous ne sommes pas sans connaître les sanctions encourues pour une telle faute, qui peuvent aller jusqu'à l'expulsion de l'Université.

Yves Boisvert, dans son article, mentionne que le professeur s'excuse en disant qu'il ne disposait que de 20 minutes pour préparer son exposé. La raison invoquée par ledit professeur nous apparaît pour le moins farfelue et significative. Nous ne voyons pas en quoi il aurait été plus difficile de mentionner la source de ses paroles, même s'il ne possédait que 20 minutes pour préparer son exposé. Il semble avoir opté pour la loi du moindre effort, car il est beaucoup plus facile de s'approprier les idées d'un autre que d'en produire soi-même.

Nous nous interrogeons donc sur l'impact que peut avoir la promotion du professeur sur les étudiants et sur la population en général. Dans un contexte où la fraude n'est plus l'exception, quelle réaction peut-on avoir lorsque cel-

le-ci est récompensée. Qu'elle l'ait été par des pairs, tel que mentionné, ne fait que susciter des interrogations additionnelles.

Dans la population, l'Université est perçue comme un lieu de haut savoir qui forme les professionnels, les dirigeants, les têtes pensantes de notre société. Si on récompense l'appropriation d'idées dans ce milieu hautement considéré, que peut-on en espérer?

Dans une société décrite par beaucoup comme une société de deux poids, deux mesures, le milieu universitaire ne semble pas échapper à cette dichotomie. D'un côté, tous les moyens déployés pour enrayer le plagiat chez les étudiants (on n'a qu'à penser aux surveillants embauchés pour surveiller les examens) et d'un autre côté on «récompense» un professeur accusé de plagiat en le nommant directeur de module. Quelle crédibilité aura-t-il auprès de ses étudiants? Quelle porte ouverte au plagiat! Quelles valeurs seront transmises? Et quelle désillusion, pour nous qui considérons l'Université comme un lieu de probité.

Renée VERVILLE
Marie-Claude HURTIBISE
Étudiantes à la maîtrise en carriérogie (Information scolaire et professionnelle)

Quel voyage!

■ «Gagnez un voyage à Saint-Tropez, 150\$ à 1 000\$ comptant ou un séjour dans une auberge des Laurentides ou en Estrie. Vous n'avez qu'à vous présenter en couple, rue Jean-

Talon est, angle Lisieux, pour une présentation de 90 minutes et vous repartez avec un cadeau d'une valeur minimale de 150\$...» Voilà en substance la nature de l'annonce faite un jeudi soir à Anne, heureuse gagnante du concours. Pour gagner, lui dit-on, elle doit sans faute se présenter avec son conjoint le lendemain soir.

Anne et son conjoint Louis décident d'aller chercher leur prix et annulent le voyage prévu au chalet.

Quelle surprise de constater en arrivant à Voyages Saint-Tropez qu'il n'y a pas 16 personnes comme mentionné au téléphone, mais beaucoup plus.

Un représentant vient vous chercher, et les seize couples se retrouvent dans une même salle avec chacun son représentant. Une courte visite des lieux permet de constater qu'il y a trois salles semblables avec chacune une trentaine de personnes!

Le lendemain, avec une trentaine d'autres «gagnants», ils ont droit à une série de questions sur leurs vacances annuelles, leurs goûts et intérêts. La vente est très «douce» mais peu à peu la pression se fait sentir. Anne et Louis ont droit à toutes les techniques de vente qui semblent les mêmes pour tous les représentants.

Par exemple, on offre une semaine de vacances par année à temps partagé partout dans le monde, par l'intermédiaire du groupe RCI, durant 40 ans et avec un bail enregis-

tré pour seulement 6 900\$ payables durant cinq ans ou 4 900\$ comptant si le contrat est signé le soir même... Anne, très bonne en négociations, réussit à faire baisser le prix à 4 500\$. La pression du directeur, qui ne veut donner ni son nom, ni sa carte de visite, se fait très forte; il va même jusqu'à se fâcher si l'on refuse. Très conscients de l'attrape, Anne et Louis refusent de signer et gagnent un voyage de trois jours et deux nuits à l'Auberge Le Joli-Vent du Lac Broome ou à l'Auberge Gaudet de Saint-Donat. Tout le monde semble gagner le même forfait. Quelle surprise de réaliser que tous les repas sont à votre charge et qu'il faut les prendre à l'auberge pour avoir droit à la nuitée. Les frais de transport sont à votre charge! Il est certain que vous ne pouvez pas réserver durant la période de pointe...

Vacances Saint-Tropez est enregistrée auprès de la Régie des loteries du Québec et obtient les noms des gens lors de tirages.

Le promoteur a d'excellentes données en sa possession pour solliciter et inspirer confiance à ses clients potentiels!

L'Office de la protection du consommateur et la Régie des loteries informent les gens sur ces promoteurs. Encore cependant faut-il leur téléphoner avant de se rendre au concours!

En plus d'avoir gagné un prix bidon, Anne et Louis ont perdu leur soirée...

Louis CHERRIER
Montréal

Opinions

CONFÉRENCE DU CAIRE ET AVENIR DE LA POPULATION MONDIALE (1) Les pays du Sud ont un intérêt vital à modérer sérieusement leur croissance démographique

GEORGES MATHEWS

L'auteur est économiste et démographe à l'Institut national de la recherche scientifique à Montréal. Il a notamment publié « Le choc démographique », en 1984, volume qui a suscité un vaste débat au Québec.

La population mondiale croît-elle trop rapidement et est-il urgent de stabiliser le nombre d'humains sur notre planète? Ces interrogations font partie du paysage depuis 25 ans maintenant. Il existe, en fait, une véritable industrie du catastrophisme démographique, qui voit au bout de la courbe démographique mondiale rien de moins que le retour des quatre cavaliers de l'Apocalypse, si elle n'est pas rapidement et radicalement infléchie.

Du 5 au 13 septembre 1994 se tiendra au Caire la troisième Conférence mondiale sur la population, qui suit celles de Bucarest, en 1974, et de Mexico, en 1984. Ces conférences réunissent tous les pays membres des Nations-Unies. Contrairement aux deux premières, marquées par de sérieuses confrontations entre le Nord et le Sud (Bucarest) ou entre les États-Unis et le reste du monde (Mexico), celle du Caire verra un large consensus sur la nécessité de mieux contrôler la vive croissance de la population mondiale. Ce consensus forme, en quelque sorte, la toile de fond de la Conférence du Caire, dont l'objet principal consiste à faire adopter officiellement un texte de 125 pages intitulé « Projet de programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ».

On y trouve, notamment, des objectifs quantitatifs en matière d'accès aux services de planification des naissances et de « santé reproductive », de mortalité infantile, juvénile et maternelle, à l'horizon 2000 ou 2015 selon le cas. Dans bon nombre de pays du Sud, il reste encore beaucoup à faire. La discussion fondamentale porte donc sur les moyens qu'il convient de mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. (Et ce sont certains de ces moyens qui suscitent des réactions hostiles de la part de quelques gouvernements.)

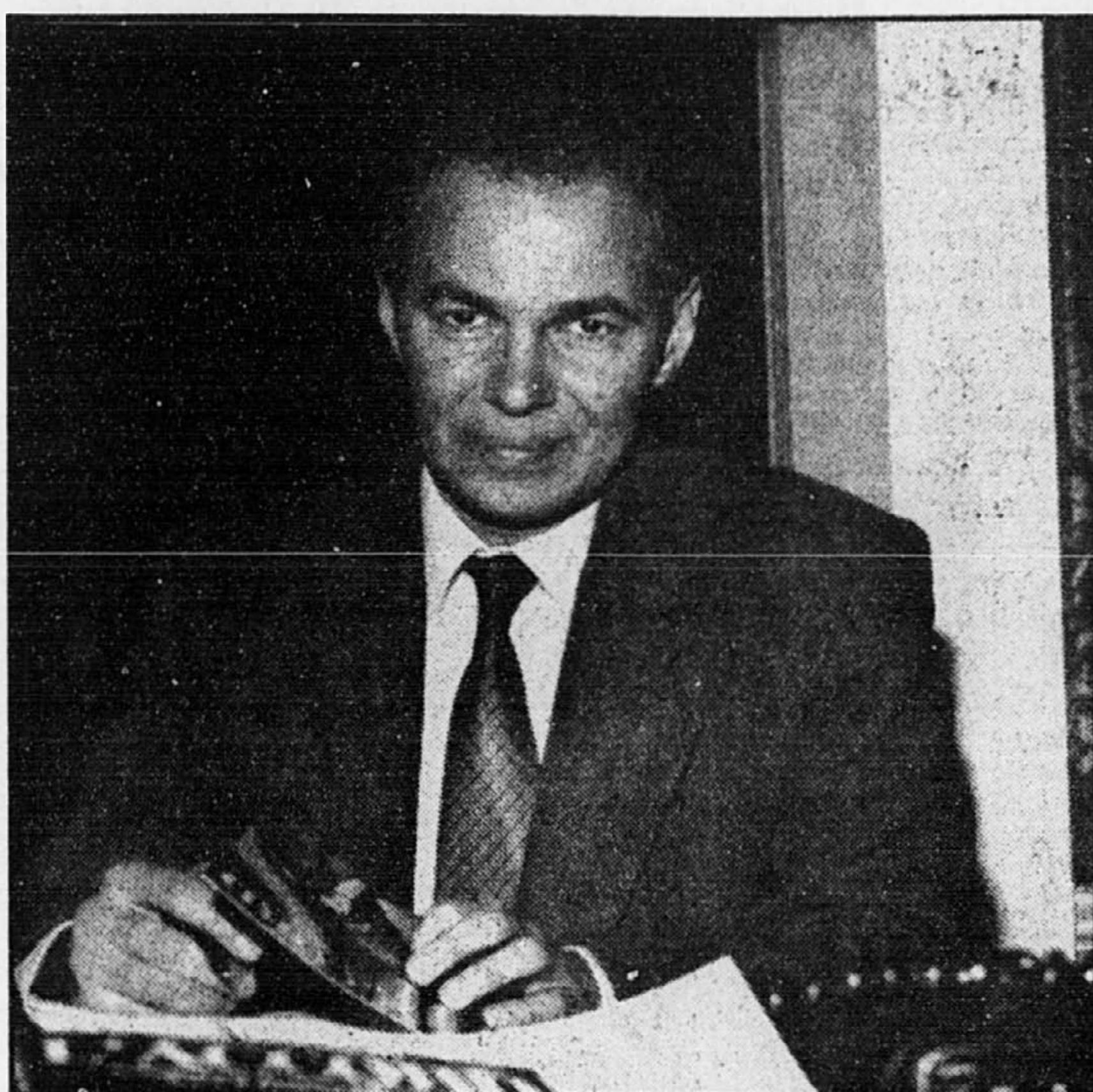
Cependant, pour des raisons qui tiennent au mode de fonctionnement des Nations-Unies, le message est mal enveloppé et obscurcit des dimensions fondamentales de la question.

La dynamique de la population

Une population croît lorsque les naissances sont plus nombreuses que les décès. Il faut aller derrière cette lapalissade pour saisir la dynamique à plus long terme d'une population donnée. Car les naissances et les décès résultent de comportements en matière de fécondité et de mortalité s'appliquant à une structure par âge donnée, qui représente l'héritage des évolutions passées. Ainsi, une population peut continuer de croître assez longtemps malgré une fécondité nettement inférieure au seuil de renouvellement des générations, c'est-à-dire environ 2,1 enfants par femme. Toute période de forte fécondité laisse dans son sillage une structure par âge qui garantit, après le retournement de la fécondité, la croissance future pendant une période plus ou moins longue: graphiquement, cela se représente par une pyramide des âges dont la base est très ample, et qui s'amincit au fur et à mesure de la réduction de la fécondité. Le Québec, comme le reste de l'Occident, vit ce type de transition depuis une trentaine d'années.

Aujourd'hui, l'éventail mondial des indices de fécondité demeure très large: de 1,5 enfant par femme, en moyenne, en Europe (1,23 en Espagne, record absolu en temps de paix) à plus de 7 dans plusieurs pays d'Afrique. Pour l'ensemble du monde peu développé, la moyenne s'établit à quelque 3,8.

Il en découle une conclusion aussi simple que fondamentale. Plusieurs commentateurs voient derrière la



Georges Mathews

Conférence du Caire la volonté de « réduire la population mondiale », ce qui constitue une impossibilité pratique, étant donné la proportion des jeunes (c'est-à-dire des futurs géniteurs) dans la population globale. Il faut plutôt parler de réduction du taux de croissance. La population mondiale ne peut que croître pendant encore plusieurs décennies. Ainsi les personnes, dont certaines très réputées, qui souhaitent une réduction significative de la population mondiale affichent une belle ignorance de la dynamique des populations. Il s'agit, en effet, de phénomènes de longue durée: une structure par âge ne se retourne pas sur un « trente sous »! Il n'empêche que la croissance de certaines régions du globe apparaît nettement trop élevée. Elle trouve son origine dans l'introduction dans les pays du Sud, après 1945, de certaines techniques médicales modernes, qui ont entraîné une réduction fort rapide de la mortalité. Ce qui a mis un siècle à se réaliser en Europe occidentale fut réalisé dans ces pays en une quinzaine d'années. La fécondité n'a pas suivi le mouvement.

Jusqu'à récemment, on pouvait croire que seuls de doux rêves ou des maosistes impénitents refusaient de reconnaître la nécessité d'une décelération soutenue de la croissance actuelle. Il y a quelques semaines, cependant, un des éditorialistes du *Globe and Mail* de Toronto, qui se définit comme le « Canada's national newspaper », a consacré son billet du lundi matin à la question démographique: il ne pouvait pas y avoir de problème démographique en soi, tout dépendait de l'organisation économique de la société. Et Andrew Coyne de conclure: le Canada devrait admettre tous ceux qui veulent s'y établir. Il aurait dû, en fait, intituler son billet: la croissance exponentielle, connais pas!

Il faut distinguer croissance et densité

Rappelons donc ici une vérité élémentaire. Dans un monde fini, une croissance annuelle de un, deux ou trois pour cent ne peut être maintenue sur une longue période, quel que soit le phénomène en cause: population, productivité, consommation, etc. Je sais, par expérience, que beaucoup de gens ont de la difficulté à admettre cette vérité: deux siècles de croissance économique et démographique en Occident ont créé un certain état d'esprit qui veut que rien, ou presque, ne soit impossible. À cela, on peut répondre par la théorie et par la pratique.

Considérons un taux annuel de croissance démographique de 3 p. cent, qui représente encore aujourd'hui

la situation de plusieurs pays du Sud. À ce taux, une population double en 23 ans, quadruple en 46 ans, est multipliée par seize en 92 ans. En d'autres mots, cela devient rapidement insoutenable, et serait contre-carré soit par un déclin spectaculaire de la fécondité, soit par une recrudescence non moins spectaculaire de la mortalité, ou par une combinaison des deux. Dans les faits, aucun pays n'a connu une telle expérience, à l'exception de pays « vierges » dotés d'immenses ressources naturelles et prêts à accueillir tous les bras qui se présenteraient, et qui ne pouvaient compter sur aucune protection sociale: cette parenthèse historique est close depuis longtemps déjà.

Cela nous amène à introduire une distinction fondamentale entre deux réalités qu'on a malheureusement tendance à amalgamer, ce qui crée une confusion durable dans le débat sur la démographie mondiale. Il y a, d'un côté, la densité de population, de l'autre, le taux de croissance. On parle beaucoup de surpeuplement. Mais c'est un concept complexe qui doit prendre en considération plusieurs variables. Bon nombre de pays très densément peuplés ont réalisé de spectaculaires performances économiques: le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, etc. Ce n'est pas un hasard si ces pays ont également réduit considérablement leur taux de croissance démographique. Une forte densité de population ne constitue pas en soi un obstacle à un véritable décollage économique, contrairement à un fort accroissement naturel de la population se maintenant sur une longue période. Bien sûr, un pays densément peuplé prendra plus rapidement conscience des obstacles inhérents à une forte croissance démographique. Mais dire que l'Amérique du Sud ou que l'Afrique subsaharienne sont sous-peuplées ne contribue en rien à l'atténuation de la croissance exponentielle rapide, dont les dégâts sont bien visibles.

En réalité, même si l'on avait aucun pays très densément peuplé, le débat sur la croissance démographique serait quand même à l'ordre du jour. Qui dit croissance exponentielle rapide dit progression rapide des charges sociales pesant sur la population active, et pressions incessantes sur l'environnement immédiat. Des investissements horizontaux (étendre les mêmes services à de plus en plus de gens) sans cesse plus lourds ne peuvent que réduire à la portion congrue les investissements verticaux (augmenter les services disponibles pour chaque personne). Cela revient, pour des sociétés ayant un urgent besoin de ce dernier type d'investissements, à bloquer l'avenir pour une période indéfinie.

Face à l'extrême diversité des situations démographiques, définies par l'accroissement naturel, le revenu par tête, la densité relative à la superficie habitable, il s'avère difficile de parler de la population mondiale, comme si nous étions tous dans le même bateau. Ce n'est évidemment pas le cas, nonobstant tous les discours sur le « village global ». Certains pays continueront longtemps de croître démographiquement (les pays de peuplement récent), à vitesse modérée, sans trop d'inconvénients. D'autres sont au bout de leur rouleau. Les Nations-Unies le reconnaissent implicitement lorsqu'elles soulignent, dans le Projet de programme, le droit souverain de chaque pays de définir lui-même sa politique et ses objectifs démographiques, dans le respect des droits de la personne universellement affirmés. Il n'y a d'ailleurs pas d'alternative sérieuse à ce principe. Chercher à influencer les débats par une argumentation rigoureuse et agir par l'exemple constituent d'ailleurs une approche autrement efficace que de chercher à imposer une vision et une stratégie. Le zèle excessif des lobbies malthusiens américains représente, à cet égard, une erreur tactique.

S'il est vrai, en effet, que l'ajout d'un milliard d'Occidentaux à l'horizon 2025 (une hypothèse purement théorique) aurait un impact réel négatif sur la vie des habitants du Sud, notamment par le biais du prix des ressources énergétiques, il est aussi indéniable que l'ajout d'un milliard de personnes dans les pays plus pauvres (ce fut le cas au cours des douze dernières années) n'a eu qu'un impact fort limité sur la vie des habitants du Nord. Il est regrettable que les lobbies malthusiens du Nord ne le reconnaissent pas d'emblée, car cela mettrait fin aux procès d'intentions qui ponctuent le discours de plusieurs intervenants de « gauche ». Ce n'est pas le Nord qui est le plus concerné par l'exubérance démographique de plusieurs pays du Sud, ce sont les populations mêmes de ces pays.

Plusieurs pays du Sud l'ont bien compris et ont réagi en conséquence. Les documents des Nations-Unies glissent trop rapidement sur cette nouvelle réalité. En fait, le scénario démographique de référence ne l'intègre pas vraiment. Et ce n'est pas la seule lacune qu'on y trouve.

La variante moyenne des perspectives onusiennes

L'ONU révisé ses perspectives démographiques pour les pays membres à tous les deux ans. La révision de 1992 est la dernière disponible. Ces perspectives comprennent trois hypothèses: la basse, la moyenne et la haute. L'évolution de la mortalité ne variant pas d'une hypothèse à l'autre, celle de la fécondité détermine la nature de l'hypothèse. L'exercice se rend jusqu'en 2025 (à tous les dix ans, un exercice prolonge les scénarios jusqu'en 2150).

Bien que l'ONU se refuse à considérer clairement l'hypothèse moyenne comme « la plus probable », celle-ci apparaît bien en évidence dans tous les documents relatifs à la Conférence du Caire, qui y réfèrent constamment! Le tableau 1 en présente les données essentielles. Complétons-le en indiquant la population mondiale en 2050 dans ce scénario: 10 milliards d'habitants. Cette donnée circule beaucoup ces jours-ci.

L'ennui, c'est que même cette variante n'apparaît pas réaliste. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis la Conférence de Mexico, en 1984. En fait, la planète est méconnaissable: le bloc communiste s'est effondré, l'Asie du Sud-Est suit les traces économiques de Taiwan et de la Corée du Sud, l'Occident patage dans la stagnation... et l'Afrique subsaharienne s'enfonce dans le chaos. Tout cela influe sur la démographie mondiale. Et, surtout, des exemples concrets ont démontré qu'un pays n'avait pas besoin d'être riche pour connaître un déclin prononcé de sa fécondité. Tous ces éléments permettent de douter des perspectives démographiques officielles.

(À suivre demain)



Lysiane Chagnon

Un chantage inacceptable

Entre une grève de la faim et le chantage pur et simple, la marge n'est pas toujours grande. La grève de la faim des médecins immigrants, qui réclament le droit de pratiquer la médecine « à vie » dans les régions périphériques où l'on manque de médecins, est l'un de ces cas flagrants.

Ce n'est pas la première fois que des médecins formés à l'étranger ont recouru à ce stratagème et essaient de faire pression sur les politiciens en campagne électorale, mais chaque fois est une fois de trop.

On quitte son pays par esprit d'aventure, pour échapper à la dictature ou à une société en faillite, ou pour améliorer le sort de ses enfants. Jamais avec l'assurance de retrouver dans le pays d'accueil le même statut social.

Parfois, on s'enrichit en immigrant. Parfois c'est l'inverse. Montréal, comme toutes les villes d'immigration, est remplie d'anciens banquiers qui sont devenus commis de bureau et de professeurs de chimie qui font du taxi. Cela vaut pour tout le monde. Si j'étais en France, je ne m'attendrais pas à être columnist politique au Monde ni même à être embauché quelque part comme journaliste.

À moins que quelqu'un n'arrive ici avec une offre d'emploi dans sa poche, le statut d'immigrant reçu ne comporte aucune garantie d'emploi, surtout pas dans les professions contingentées comme la médecine.

Il y a des centaines de jeunes Québécois qui rêvent d'être médecin depuis l'âge de huit ans et qui ne le seront jamais parce que les facultés refusent les candidats. Il y a, partout au Canada, de jeunes médecins diplômés d'une faculté canadienne qui ne peuvent pratiquer la médecine à cause des contingentements.

Dans ce contexte, les médecins immigrants bénéficient d'un traitement de faveur. On permet chaque année à dix d'entre eux de se présenter aux examens de la Corporation professionnelle des Médecins, à l'intérieur d'un groupe spécial dont les dix premiers se voient octroyer un permis de pratique. C'est là une mesure fort généreuse, car on pourrait estimer que la société gagnerait davantage à avoir dix jeunes médecins de plus formés dans nos facultés, plutôt que des médecins d'âge mûr formés dans des pays où les standards médicaux ne sont pas comparables à ceux de l'Amérique du nord et de l'Europe de l'ouest.

Les médecins grévistes ont été recalés aux examens de la Corporation, en ce sens qu'ils ne se sont pas classés parmi les dix premiers de la liste immigrante. C'est dommage pour eux, mais enfin, tous les jours, il y a des gens qui ratent des concours et qui disent, à tort ou à raison, que l'examen était mal conçu, la procédure injuste, etc. S'il fallait que tous les Québécois qui ont raté un concours d'entrée ou ont été recalés par un jury se mettent à faire la grève de la faim, le dixième de la population serait au régime aqueux.

Le bouquet, c'est que les grévistes demandent au Québec de se transformer en État policier. Ils s'engagent à pratiquer « à vie » en Abitibi ou sur la côte nord! C'est ridicule. Dans une démocratie, les gens ont le droit de circuler et de dénager librement. Ce n'est pas ainsi qu'on doit régler le problème du manque de médecins en région — surtout pas en y envoyant des médecins qui ont échoué, plus d'une fois pour certains, aux examens de la CPM.

Écoles juives et écoles publiques

Une autre question de principe, c'est celle qui concerne la nature de l'école publique. Pour des raisons qui défient l'entendement, le ministre Chagnon vient de consentir aux écoles privées juives un financement public équivalent à 100 p. cent des coûts de l'école publique de même niveau, en même temps qu'un statut de membre associé de la CECM. L'enseignement religieux resterait à la charge des parents, mais les frais de scolarité baisseraient considérablement.

À l'heure où le Québec, lentement mais sûrement, se libère de l'héritage archaïque des écoles confessionnelles, à l'heure où la CECM est, espérons-le, sur le point de se dépouiller de son étiquette catholique, voilà que le ministère retourne en arrière et encourage la multiplication d'écoles-ghettos au sein du secteur public!

Aujourd'hui, c'est l'école juive, demain ce sera quoi? L'école musulmane, l'école turque, l'école croate, l'école haïtienne? La future carte scolaire de Montréal sera tapissée de ghettos ethniques et religieux.

Ces écoles privées juives, dit l'un des porte-parole du réseau, « c'est l'école publique de notre communauté ». Faux. L'immense majorité des enfants juifs sont inscrits dans des écoles ordinaires, le plus souvent au sein des commissions scolaires protestantes dont les écoles sont depuis longtemps « neutres » dans les faits. Les écoles privées juives sont des écoles privées, un point c'est tout, avec enseignement intensif de l'hébreu et de la religion; qu'elles soient excellentes sur le plan académique (elles le sont) ne change rien à l'affaire.

Que le Québec continue à subventionner les écoles privées, dans une proportion déjà énorme de 60 ou 80 p. cent, soit. Mais il serait aberrant que le gouvernement aille plus loin dans cette voie, à plus forte raison s'il pervertit, ce faisant, la nature du secteur public.

La seule école publique démocratique, c'est l'école non-confessionnelle, non-ethnique, neutre et ouverte à tous. C'est le creuset essentiel au développement d'une société harmonieuse, et la condition sine qua non de l'intégration des immigrants, en même temps que la garantie suprême de la liberté religieuse pour tous. Dans ce système, qui est celui de toutes les démocraties avancées, les élèves acquièrent une instruction et des valeurs civiques communes; la formation religieuse, le cas échéant, relève de la famille et des institutions propres à chaque communauté.

La formule retenue par le ministre Chagnon représente l'ultime triomphe du secteur privé sur le secteur public: les écoles juives garderaient leur statut privé (sélection de la clientèle, orientation religieuse, etc.) tout en bénéficiant d'un statut d'école publique.

Le Parti Québécois, s'il est au pouvoir comme c'est probable, devra avoir le courage de défaire cet arrangement qui ne tient pas plus debout que l'idée, heureusement rejetée par le gouvernement Lévesque en 1978, d'instituer à Boisbriand une municipalité hasidique. Pas une communauté, mais une municipalité, pareille chose n'existant nulle part ailleurs, ni en Israël, ni dans l'État de New York qui abrite la plus grande communauté juive de la diaspora.

Ce serait un autre précédent mondial que ce réseau public d'écoles privées juives, comme l'a lui-même affirmé le directeur de l'Association des écoles juives, M. Joseph Rabinovitch: « Le Québec deviendrait le seul endroit en Occident où l'école juive serait subventionnée à un tel niveau ».

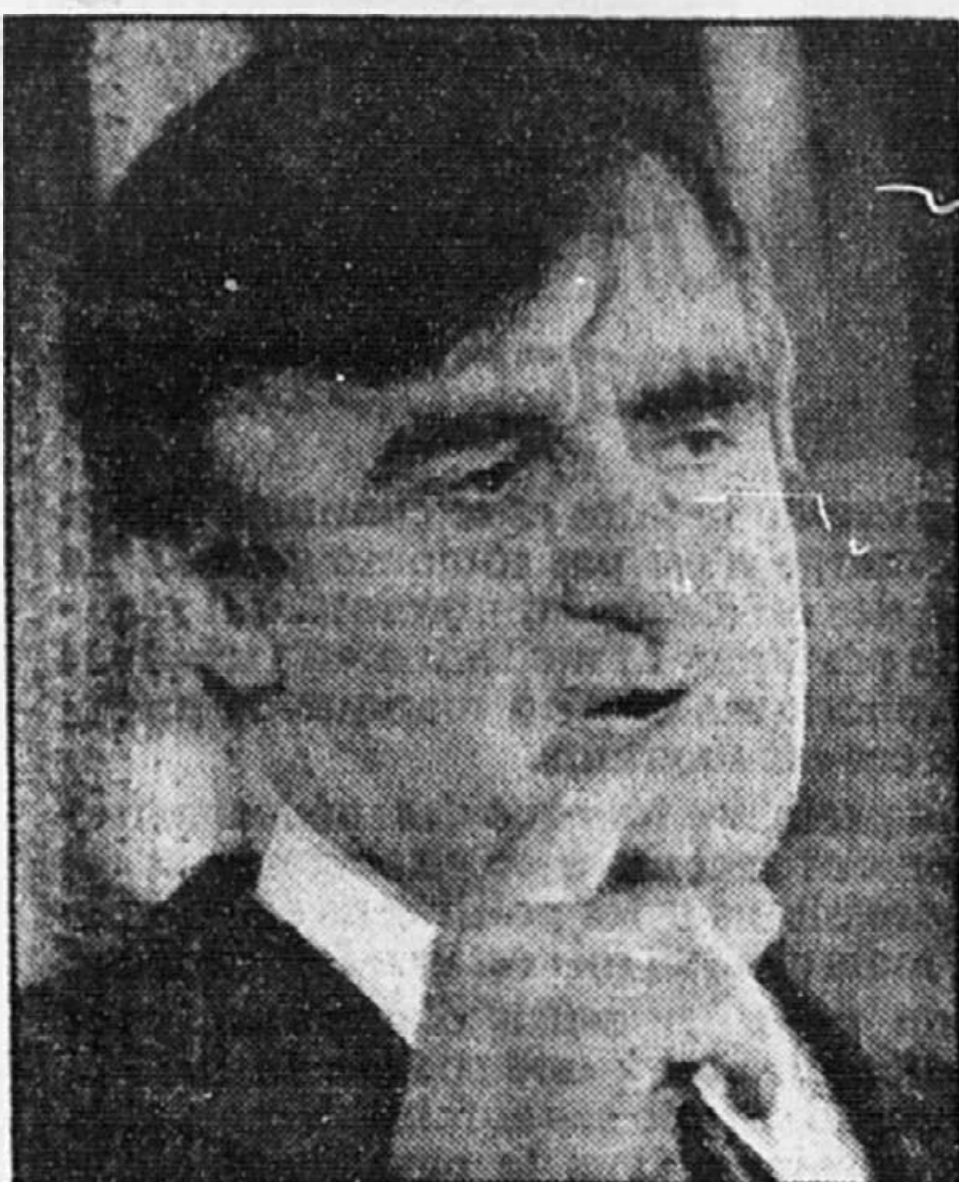
Oui, et aussi le seul endroit en Occident où le secteur public serait constitué de mini-secteurs privés. Bonjour l'école publique des Ayatollah, des Témoin de Jéhovah et de l'Association des Parents catholiques...

SURPOPULATION

La variante moyenne des Nations-Unies par région 1970-2025,

	Fécondité (enfants / femme)				Population (million)				
	1965-70	1985-90	2005-10	2020-25	1970	1990	2010	2025	1990-2025
Europe	2,5	1,7	1,9	1,85	467	509	536	542	6%
Ex-URSS	2,4	2,45	2,35	2,1	236	281	317	344	22%
Amérique du Nord	2,55	1,9	2,0	1,8	226	277	330	361	30%
Amérique Latine	5,5	3,4	2,4	2,2	283	441	600	702	59%
Asie	5,7	3,45	2,6	2,15	2102	3118	4214	4900	57%
Afrique	6,75	6,25	4,7	3,4	363	643	1116	1583	146%
Océanie	3,55	2,5	2,5	2,1	19	27	35	41	52%
Total	4,9	3,4	2,8	2,35	3697	5295	7150	8472	60%

ÉLECTIONS 94



Lucien Bouchard promet d'amener le débat référendaire québécois à la Chambre des communes.

Bouchard somme Chrétien de présenter aux Québécois sa vision du fédéralisme

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne
OTTAWA

■ Se disant curieux d'avoir un débat éclairé sur les enjeux d'un référendum sur la souveraineté, le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard somme le premier ministre Jean Chrétien de présenter sa vision du fédéralisme aux Québécois.

Ce message, le Bloc québécois le martèlera jour après jour aux Communes, a déclaré hier M. Bouchard au terme d'une réunion de son caucus.

M. Bouchard a répété hier que la séance parlementaire qui s'amorce le 19 septembre sera une séance préférentielle, et qu'elle vise, donc, à préparer le référendum sur la souveraineté au Québec.

M. Bouchard ne cherche pas de nouvelles offres du fédéral, mais il veut forcer M. Chrétien, « le leader de tous les fédéralistes », à étaler ses cartes et à briser son silence.

« Nous croyons que tout renouvellement (de la Constitution) est impossible, mais nous aimerions nous le faire confirmer de la bouche de M. Chrétien pour que nous sachions très clairement quels sont les enjeux du référendum qui vient », a-t-il répliqué au cours d'une conférence de presse.

Selon lui, avec la défaite de l'accord de Charlottetown, « la porte a été fermée à tout jamais, alors pourquoi les Québécois se berceraient-ils d'illusions » ?

Pendant toute la campagne électorale fédérale l'an dernier et encore maintenant, les fédéralistes ont observé la règle d'or du si-

lence. En attirant M. Chrétien sur le terrain référendaire, M. Bouchard estime que cela pourra rendre un service aux Québécois.

« Ce qui nuit le plus à un débat, c'est la confusion. Ce qui nuit le plus à la démocratie, c'est le refus des gens de nous dire clairement ce qu'ils proposent à la population au moment où ils vont être appelés à prendre une décision très claire sur des enjeux qui devront l'être aussi.

« Les souverainistes ont pris l'engagement d'être clairs dans leur option, et je crois que les fédéralistes devraient l'être aussi. »

M. Bouchard reconnaît que les mois qui suivent seront probablement tendus à la Chambre des communes. « Plus que jamais, la souveraineté sera à l'avant-scène des interventions du Bloc », a-t-il précisé.

Au titre d'opposition officielle, il a admis que le Bloc ne sera pas toujours à l'aise de défendre la souveraineté tout en essayant de représenter les intérêts du Canada anglais. Les semaines et les mois précédant le référendum seront pour le moins révélateurs.

« Ce sera le moment de vérité du Bloc québécois, a avancé M. Bouchard. Nous avons été créés pour défendre la souveraineté aux Communes au cours d'un débat référendaire. Il ne faudrait pas s'en étonner », a-t-il souligné.

« En attendant que le Québec décide de son avenir, mieux vaudra mettre la réforme sociale du ministre Lloyd Axworthy sur la glace », a-t-il reconnu.

Quant au Parti réformiste, le Bloc promet de l'ignorer comme il l'a fait l'an dernier.

Johnson rallie les provinces contre les intrusions d'Ottawa

PHILIPPE DUBUISSON
envoyé spécial
La Presse À TORONTO

■ Les premiers ministres des provinces anglophones ont fait front commun avec Daniel Johnson pour opposer à un fédéralisme trop centralisateur un plus grand degré de coopération entre les provinces dans leurs champs de compétence.

Aussi, dans le cadre de leur 35e réunion annuelle, les provinces se sont engagées à tenter de trouver ensemble des solutions aux problèmes qu'elles ont en commun, notamment en matière de santé et d'éducation sans qu'Ottawa serve d'intermédiaire.

« Nous devons renforcer la coopération entre les provinces afin d'assumer pleinement l'autonomie de nos compétences », a déclaré le premier ministre Daniel Johnson. Les fonctionnaires ont été mandatés de mettre sur pied un secrétariat chargé de coordonner la coopération interprovinciale.

Pour M. Johnson, qui s'est fait l'apôtre de cette proposition, l'entente prouve que le Québec n'est pas seul dans sa volonté de résister aux intrusions du gouvernement fédéral dans les champs de compétence des provinces. « Nous avons des alliés, ce qui est nouveau », a-t-il clamé.

« Nous favorisons une plus grande coopération entre les provinces plutôt qu'un fédéralisme trop centralisé », a renchéri le premier ministre de l'Ontario et hôte de la conférence, Bob Rae. Il n'est toutefois pas question, a-t-il aussitôt ajouté, de négocier un nouveau partage des pouvoirs.

Cette vague entente de coopération entre les provinces ne semblait toutefois pas avoir la même signification pour tous les premiers ministres. Pour M. Johnson, elle vise à

protéger les compétences des provinces. Mais pour son homologue Roy Romanow (Saskatchewan), elle souligne simplement la volonté des provinces d'être consultées par Ottawa dans les réformes à venir.

Ainsi, selon le premier ministre de la Saskatchewan, les provinces ont voulu exprimer le fait qu'Ottawa ne doit pas mener seul les réformes envisagées en matière de sécurité du revenu et des soins de santé. « Nous sommes préoccupés par le fait qu'Ottawa pourrait imposer des contraintes financières et des normes nationales qui ne soient pas réalistes », a-t-il dit.

Pour M. Johnson, c'est en occupant pleinement leurs champs de compétence et en coordonnant leurs interventions pour favoriser un fédéralisme plus efficace que les provinces peuvent le mieux résister aux tentations du gouvernement fédéral de dicter des normes nationales en matière de formation de la main-d'œuvre, d'éducation post-secondaire et de soins de santé.

M. Johnson se servira de cette entente pour démontrer d'ici la fin de la campagne électorale qu'il est possible de rendre le fédéralisme plus efficace sans relancer les négociations constitutionnelles sur un nouveau partage des pouvoirs et l'encadrement du pouvoir de dépenser d'Ottawa dans les champs de compétence des provinces.

Les premiers ministres des provinces anglophones se sont aussi gardés d'établir publiquement des scénarios dans l'hypothèse d'une victoire du Parti québécois au scrutin du 12 septembre. « Il n'y a pas de plan B », a dit le premier ministre de la Saskatchewan, qui a indiqué qu'il reviendrait au gouvernement fédéral d'indiquer la marche à suivre advenant l'élection du PQ.

Les premiers ministres anglophones les plus susceptibles de déclara-

tions incendiaires au sujet des élections au Québec ont par ailleurs évité de rencontrer les médias depuis le début de cette conférence. Ainsi, les Clyde Wells (Terre-Neuve) et Ralph Klein (Alberta) n'ont pas été vus tandis que les autres ont passé en coup de vent devant les micros.

Seul Frank McKenna, la veille, s'est permis de prédire un lendemain désastreux pour le Canada si Jacques Parizeau est élu premier ministre. « Il serait dramatique, a-t-il dit, que nous nous retrouvions avec un gouvernement séparatiste aucunement intéressé à trouver des solutions, qui ne veut que créer un pays séparé et nous précipiter tous dans un fossé de dettes et de désespoir. »

Le ton pourrait toutefois monter aujourd'hui, en l'absence de M. Johnson et en présence des leaders autochtones invités à venir discuter à la table des premiers ministres provinciaux. À son arrivée, hier, le chef de l'Assemblée des premières nations, Ovide Mercredi, s'est dit inquiet de l'élection du PQ. « Comment pourrait-il en être autrement alors que son chef Jacques Parizeau menace les autochtones », a-t-il dit. Il n'a toutefois pu préciser en quelle occasion le chef du PQ aurait proféré des menaces.

PHOTO CP
Le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, discute avec son homologue de la Colombie-Britannique, M. Mike Harcourt, lors de la rencontre annuelle des premiers ministres.



Les démissionnaires de l'ADQ n'étaient même pas candidats

YVES BOISVERT

■ Le ballon mou des « démissionnaires » de l'Action démocratique s'est dégonflé complètement en conférence de presse, hier, dans un grand hôtel du centre-ville, sous la supervision de la firme de relations publiques BDDS.

Aucun des sept « démissionnaires » n'est inscrit sur la liste que l'ADQ a soumise au directeur général des élections. Un seul, le président congédié Moncef Guitouni, est encore candidat « indépendant » dans Marie-Victorin.

Les six autres auraient pu être candidats du parti mais ont démissionné avant la date limite des mises en candidature, plusieurs d'entre eux après l'expulsion de M. Guitouni.

Trois d'entre eux sont des administrateurs ou des compagnons de route

de M. Guitouni et de son « centre de recherche ». Un autre aurait bien voulu démissionner de quelque chose, mais il n'a jamais franchi l'étape de l'« aspirant candidat ». Il est déçu qu'on ne l'ait pas rappelé après qu'il eut rempli un document dans le but d'être candidat...

D'autres ont tenté d'expliquer les raisons qui les ont poussés à « démissionner », mais l'exercice fut laborieux. Il fut question de gestes antidémocratiques, de contradictions entre les actions et le programme.

Quoi qu'il en soit, tous ont été remplacés et la liste officielle des 80 candidats de l'ADQ demeure donc inchangée. « On s'interroge sur le sérieux de la firme BDDS », a dit André Néron, directeur de la campagne de l'ADQ, qui n'est pas le seul à s'interroger.

Débat : les électeurs n'ont pas changé d'idée

LOUIS FALARDEAU

■ Six Québécois sur dix ont regardé le débat des chefs lundi soir à la télévision et 87,5 p. cent d'entre eux estiment qu'il ne changera rien à leur intention de vote.

C'est ce que nous apprend un sondage Léger & Léger publié hier dans le Journal de Montréal.

Parmi ceux qui ont regardé le débat (33,3 p. cent complètement, 28,5 p. cent partiellement), 41,6 p. cent estiment qu'il n'y a pas eu de vainqueur, 27,1 p. cent donnent la victoire à Jacques Parizeau et 21,3 à Daniel Johnson. Dix p. cent ont refusé de répondre.

Seulement 4,2 p. cent de ceux qui l'ont regardé disent que leur intention de vote a changé, alors que 87,5 p. cent répondent qu'elle n'est pas modifiée.

Le sondage a été réalisé le 30 août auprès de 991 Québécois dont 612 avaient regardé le débat. Pour

ces 612 répondants, la marge d'erreur est de plus ou moins 4 p. cent dans 19 cas sur 20.

Selon la firme A.C. Nielsen, qui mesure les auditoires au moyen de l'audimètre, 2 027 000 personnes ont regardé le débat en français, ce qui est 250 000 de moins que le débat Bourassa-Parizeau, il y a deux ans, sur l'accord de Charlottetown. Notons qu'il s'agit d'une moyenne pour les 90 minutes, ce qui implique que beaucoup plus de personnes l'ont regardé entièrement ou en partie.

Les deux grands réseaux arrivent presque à égalité, Radio-Canada ne battant TVA que de 7000 auditeurs (1 009 000 à 1 002 000). Seulement 105 000 personnes ont suivi le débat à Radio-Québec.

Par contre l'émission d'après débat de Radio-Canada (913 000) a été plus regardée que celle de TVA (745 000).

Notes de campagne

« Allô ! ici Jean Chrétien... »

■ Placide Poulin a dû s'étouffer dans son café lorsqu'une voix au téléphone lui a dit quelque chose comme : « Allô ! ici Jean Chrétien, le premier ministre du Canada ! »

M. Poulin est cet homme de Sainte-Marie-de-Beauce, propriétaire d'une compagnie spécialisée dans la fabrication de baignoires et de douches, qui a un peu envoyé paître Jacques Parizeau récemment en lui posant des questions sur les coûts d'une éventuelle séparation du Québec.

L'industriel a confirmé avec une certaine réticence que Jean Chrétien lui avait téléphoné personnellement pour le remercier d'avoir pris la défense du fédéralisme. « C'est vrai, a-t-il dit, mais j'aimerais mieux que ce ne soit pas dans les journaux. »

M. Poulin a conversé au téléphone pendant environ 10 minutes avec le premier ministre. Il lui a rappelé qu'il l'avait « brassé pas mal sur sa vision du Canada » lorsqu'il avait visité son usine au cours de la dernière campagne électorale fédérale, lui disant notamment qu'il trouvait le déficit trop élevé et qu'il fallait réduire le budget.

En bon Beauceron, Placide Poulin, qui a donné son vote à l'indépendant et ex-conservateur Gilles Bernier en 1993, est indépendant de nature et n'est de toute évidence pas du genre à s'en laisser imposer par quiconque. C'est probablement une des choses qu'a dû retenir de sa rencontre avec lui le chef du PQ.

On se souvient que Jacques Parizeau, après sa visite à l'usine de la compagnie Maax, a avoué « avoir eu l'air fou » lorsqu'il est tombé, en pleine campagne électorale, devant un aussi ardent fédéraliste.

Mais au fait, n'aurait-on pas besoin d'une nouvelle baignoire au 24 Sussex ?...

DANS LA POCHE !

■ Le vice-président du Parti québécois estime que la victoire de son parti le soir du 12 septembre est pratiquement dans la poche.

Bernard Landry a dit hier devant les membres du Club Rotary de Montréal que les chances pour le Parti libéral de gagner les élections sont selon lui équivalentes « aux chances d'une balle de neige dans une fournaise électrique de la Sidbec ».

Le candidat péquiste dans le comté de Verchères a soumis plusieurs facteurs jouant contre le Parti libéral. Il a souligné notamment celui de « l'alternance démocratique » suivant lequel aucun gouvernement au Québec depuis Maurice Duplessis n'est parvenu à conserver le pouvoir plus que deux mandats consécutifs.

environ 90 députés à l'Assemblée nationale.

L'APOCALYPSE

■ L'hebdomadaire anglais de Montréal *Mirror* publie dans son dernier numéro une première page aux allures apocalyptiques qui annonce un reportage à l'intérieur sur un livre non moins apocalyptique au sujet du Québec de l'an 2001 advenant sa séparation



qui prédit vraiment les pires choses pour un Québec séparé et un Canada morcelé. Ce livre doit être lancé à Montréal le 9 ou le 10 septembre — juste avant le jour des élections — et à New York le 13 septembre.

C'EST BIEN SON NOM

■ La Presse écrivait mercredi que le nom de Martin Oré, candidat libéral dans le comté de Sainte-Marie-Saint-Jacques, n'était pas son vrai nom.

La Presse écrit aujourd'hui, en se confondant en excuses, que cette information était fautive.

Oré !

PONTIAC ANNEXÉ À L'ONTARIO ?

■ Le candidat du Parti égalité dans Pontiac, Robert Matheson, se dit en faveur de l'annexion de son comté à l'Ontario si jamais le Québec devient indépendant.

Matheson a sorti des boules à mites cette déclaration de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau : « Si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi. »

Le candidat égalitaire (?) a dit espérer que Pontiac n'aura jamais à en arriver à cette solution. Il croit d'ailleurs que les Québécois y penseront à deux fois avant de se séparer s'ils savent que leur province risque d'éclater.

Matheson, qui oeuvre comme agent de liaison communautaire pour le compte d'Alliance Outaouais et qui en est à sa première expérience en politique active, est conscient que ses chances de gagner un siège à l'Assemblée nationale sont minces.

LES CHEFS

■ Le chef du PLQ, Daniel Johnson, poursuit aujourd'hui sa campagne électorale dans la région de Montréal tandis que le chef du PQ, Jacques Parizeau, est dans sa circonscription de L'Assomption.

Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec, donnera au cours de la journée une conférence de presse à Montréal sur l'avenir de la jeunesse québécoise.

JULES BÉLIVEAU

L'enquête sur le député Robert Thérien est en cours

DENIS LESSARD

■ Le directeur général des élections, M. Pierre F. Côté, a déjà amorcé son enquête sur la plainte portée par le Parti québécois au sujet des dépenses électorales du candidat libéral de Bertrand et président du caucus des élus libéraux, M. Robert Thérien.

M. Thérien demandait récemment au bureau du directeur général des élections d'agir le plus rapidement possible dans ce dossier, mais cette semaine M. Côté soulignait qu'il ne pouvait s'engager à conclure son enquête avant l'échéance du 12 septembre. Tout dépendra de la rapidité avec laquelle les deux enquêteurs affectés au dossier pourront rassembler les faits, a-t-il expliqué.

M. Côté ne cache pas qu'à sa face même, cette plainte paraît plus sérieuse que la plupart des doléances qu'il reçoit à chaque campagne. Appuyée par une déclaration sous serment signée par un citoyen du comté, M. Louis Dostie, le PQ affirme que M. Thérien a voulu enfreindre la Loi électorale en demandant à un tiers, M. Dostie, d'assumer des dépenses d'imprimerie qui, en vertu de la loi, auraient plutôt dû être payées par l'agent officiel du candidat. M. Dostie avait d'abord accepté de donner un coup de main au député, mais s'est ravisé après avoir consulté le bureau du directeur des élections.

« Les faits allégués sont assez importants pour qu'on fasse une enquête approfondie », a souligné M. Côté.

La plainte, c'était prévisible, a été rapidement récupérée par la candidate péquiste de Bertrand, l'ancienne syndicaliste Monique Simard, qui en fin de semaine a donné une conférence de presse flanquée de M. Dostie. Ce dernier a profité de l'occasion pour déchirer la carte de membre du PLQ qu'il avait renouvelée en juin dernier. Membre du Parti libéral depuis 1988, M. Dostie a cependant appuyé le Bloc québécois lors de la dernière campagne électorale fédérale.

ÉLECTIONS 94

Le PQ entend célébrer la victoire à Québec

JULES BÉLIVEAU

■ Contrairement à la tradition, le Parti québécois aurait l'intention de tenir son grand rassemblement du soir des élections dans la Vieille Capitale plutôt qu'à Montréal.

Des sources au sein du PQ ont confirmé au journal *Le Soleil* que le parti de Jacques Parizeau « célébrera la victoire » le soir du scrutin au théâtre Capitol de Québec.

On sait que depuis sa fondation, les partisans du Parti québécois ne se sont jamais réunis massivement ailleurs qu'à Montréal pour se réjouir ou pour panser leurs plaies en compagnie de leurs nouveaux élus et de leurs candidats défaits. On se souvient par exemple que c'est au centre Paul-Sauvé de Montréal que René Lévesque a lancé le 15 novembre 1976 son fameux « Je n'ai jamais été aussi fier que ce soir d'être québécois ! ». C'est également au même endroit que le même premier ministre a dit le 20 mai 1980 : « À la prochaine fois !... ».

Dans l'entourage du chef souverainiste actuel, on indique qu'un rassemblement du PQ à Québec le soir du prochain scrutin aura une valeur symbolique : on voudrait ainsi consacrer le caractère de capitale de la ville de Québec.

Le soir du dépouillement des votes, M. Parizeau sera d'abord dans son comté de L'Assomption. Il se rendra ensuite par avion à Québec pour y livrer son discours principal.

Jacques Parizeau, alias « Belette vibrante »

Le chef péquiste « se débrouille pas mal bien » à MusiquePlus

GILLES NORMAND

■ Le chef du Parti québécois, qui par les temps qui courent se tient loin des entrevues de fond avec la presse écrite, n'aime guère plus se retrouver dans une émission rock comme *Politiquement Direct*, à MusiquePlus. C'est un moment à passer, qui s'est finalement bien passé, hier soir, et sans lequel nous n'aurions jamais su qu'étant scout, il répondait au nom de Belette vibrante.

Premier des trois chefs politiques à passer le test, M. Parizeau, sans vouloir faire ridiculement jeune, ne voulait pas faire trop vieux. Aussi, avait-il troqué la coutumière cravate pour le foulard de soie. Il s'est prêté de bonne grâce au jeu qu'impose le style de l'émission, et aux questions des animateurs Geneviève Borne, Pascale Bussièrre et Mike Gauthier. « C'est important d'informer les jeunes », a-t-il expliqué. Le chef du PQ sera suivi, vendredi, de Mario Dumont et le 6 septembre de Daniel Johnson.

Au bout d'une dizaine de minutes, tout allait assez mollement si on peut dire, et on peut résumer la performance de l'invité par ce commentaire de Mademoiselle Kitchennette, un personnage de l'émission : « Il se débrouille pas mal bien, Jacques. »

On est passé à l'intermède publicitaire, tandis qu'une danseuse de flamenco tournait autour du chef péquiste, qui la regardait en souriant, les yeux ronds comme la poignée de porte que garde fixée au front, jour après jour, un habitué du quartier.

M. Parizeau a réussi à passer son message sur la nécessité de la formation professionnelle, sur sa poli-



Un baiser d'encouragement de Lisette Lapointe après un discours de Jacques Parizeau devant la Chambre de commerce de Montréal

PHOTO REUTER

tique de plein emploi et d'égalité des chances, et il a répondu de façon relativement efficace aux questions des jeunes. Il a cependant refusé de s'engager à légaliser le cannabis pour aider à la réduction du déficit. « Vous ne m'embarquez pas là-dedans », a-t-il dit en riant.

« Les médias prennent-ils trop de place en campagne électorale ? » lui

a-t-on demandé fort à propos, en ce jour où ils ont une fois de plus fait leurs choux gras des commentaires de Richard Le Hir. Il a répondu : « C'est futile de dire cela. Les médias, ou bien on les adore ou bien il faut faire avec. »

Les auditeurs auront appris un certain nombre de choses intéressantes sur le personnage particulier qu'est Jacques Parizeau, grâce à une période de questions version CROC.

On savait déjà que s'il n'avait pas opté pour la vie politique, il aurait choisi l'enseignement, puisqu'il y était déjà. Mais, s'il devait être réincarné, il aimerait que ce soit comme musicien. « Pour jouer le haut-bois. »

« On saura que j'ai pris ma retraite quand je serai devenu le plus vieil élève du conservatoire de musique et que je jouerai le haut-bois », dit-il.

— Quel est votre juron préféré ?
— Merde ! pour être correct, mais puisque j'ai juré de dire la vérité, il m'arrive comme tout le monde de bâtir des cathédrales.

De la période où il a travaillé aux côtés de René Lévesque, il définit cette relation comme en étant une de « gens qui ont confiance l'un dans l'autre ». « On n'était pas des amis, j'ai travaillé 22 ans pour ce bonhomme-là », précise-t-il, ajoutant que M. Lévesque et lui avaient beaucoup de respect et de confiance l'un envers l'autre.

Lorsque Geneviève Borne lui demande s'il n'a pas l'impression de l'avoir abandonné, Jacques Parizeau répond : « Quand sur une question de principe on ne s'entend pas, ce n'est pas le boss qui doit partir, c'est l'autre. »

C'est le moment qu'a choisi Mlle Kitchennette pour lui demander son nom de scout.

« Euh ! Belette, ne riez pas, vibrante. Belette vibrante. »

Et ils ont ri. Nous aussi. Beaucoup !

Répondant à des jeunes dans la salle, il les a invités à la « responsabilisation » et a tenté de donner l'assurance que l'accession à la souveraineté ne signifiait pas que les jeunes auraient à en assumer les frais. « C'est un plus, la souveraineté », a-t-il soutenu.

L'émission a pris fin après qu'il eut été amené à dire qu'il faisait souvent son marché lui-même et qu'il ne faisait pas de budget personnel, pas plus que sa femme. « Non, on ne fait pas beaucoup de budget, ni l'un ni l'autre », dit-il.

Avant de partir, le chef du PQ a demandé s'il allait pouvoir revenir.

LA CONFIANCE DANS LES PERSONNALITÉS POLITIQUES

À qui confieriez-vous, par ordre de préférence, la gestion de votre budget personnel ?

	Total	Francophones	Non-francophones
Jacques Parizeau	31%	34%	16%
Daniel Johnson	21	19	34
Lucien Bouchard	20	22	12
Jean Charest	19	19	17
Mario Dumont	18	21	4
Jean Chrétien	15	10	40
Sven Robinson	2	1	5

Note: les répondants pouvant citer deux noms, la somme des pourcentages est supérieure à 100 %.

Infographie La Presse

Sondage CROP - La Presse - MusiquePlus

■ Comme elle l'avait fait l'an dernier, à l'occasion de la campagne électorale fédérale, MusiquePlus invite les chefs des trois principaux partis provinciaux à répondre aux questions de l'équipe de l'émission « Politiquement direct ». Le premier dirigeant politique à se placer sous le feu des projecteurs a été Jacques Parizeau, qui a été interviewé hier soir par la comédienne Pascale Bussièrre.

Demain soir, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, fera face au chanteur rock Eric Lapointe. Et le 6 septembre, Daniel Johnson, chef du Parti libéral, s'entretiendra avec Rudy Caya,

chanteur de Vilain Pingouin.

Pour marquer le coup, MusiquePlus, CROP et La Presse ont publié un sondage, mercredi, sur l'intérêt que suscite la campagne électorale chez les jeunes. Ce sondage réalisé auprès de 504 répondants entre le 25 et le 29 août révèle notamment que les électeurs québécois âgés de 18 à 29 ans feraient plus confiance à Jacques Parizeau (31 p. cent) qu'à Daniel Johnson (21 p. cent) pour la gestion de leur budget personnel.

D'autres résultats de ce sondage sont inclus dans les tableaux publiés ci-haut et ci-bas.

DOSSIER PRIORITAIRE

Si vous étiez premier ministre, quel dossier prioritaire ferait l'objet de votre premier projet de loi parmi les suivants ?

	%
L'aide au décrochage scolaire	40
L'environnement	30
Le recyclage obligatoire	6
Les taxes sur les cigarettes	5
La législation du cannabis	2
Les condoms dans les écoles	2
Autres*	13
NSP/PR	1

NOTE: (*) Travail, emploi : 8%

Infographie La Presse

Joe Ghiz lance un cri du cœur

Presse Canadienne

CHARLOTTETOWN

■ C'est à grands renforts de mouvements de bras et d'éclats dramatiques dans la voix que l'ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Joe Ghiz, a invité tous les Canadiens à embrasser les Québécois.

Joe Ghiz, un défenseur de l'unité canadienne et de l'accord du lac

Meech, condamnait le séparatisme du Parti québécois.

« Dans le cas où le Parti québécois gagne les élections, nous allons avoir une situation très grave dans notre pays », a déclaré M. Ghiz dans un discours vibrant.

« Nous ne pouvons pas nous cacher la tête dans le sable », a-t-il soutenu. « Nous devons penser à ce qui pourrait se produire si un gouvernement s'engageait à séparer le Canada et élu au Québec. »

Portrait de Shefford

Le PQ en quête d'une revanche

MARIO FONTAINE

■ Les téléphones ont commencé à s'agiter vers 20 h 10 dans la grande salle de l'hôtel Le Granbyen. À 20 h 30, les organisateurs péquistes étaient successivement passés du rose au gris, puis au blanc. Ils n'arrivaient pas à croire aux résultats leur parvenant des différentes sections de vote : le Parti québécois venait de perdre le comté de Shefford, une défaite d'autant plus crève-cœur qu'elle survenait une semaine jour pour jour après sa victoire inespérée dans Bonaventure.

Jacques Parizeau et son candidat vedette, le président de l'Union des municipalités régionales de comtés, Roger Nicolet, étaient cloîtrés dans une chambre. Tous deux étaient visiblement atterrés, en cette fin de soirée du 28 février dernier, lorsqu'ils sont apparus devant une poignée de militants démotivés, dans une salle aux trois quarts vide, pour concéder cette élection partielle au PLQ.

Les deux causes de l'échec étaient justement réunies : un candidat connu mais parachuté d'un comté voisin, des sympathisants qui n'étaient tout simplement pas allés voter. C'est sur ces deux fronts que lutte le PQ depuis quelques semaines, afin de faire oublier son humiliation de l'hiver dernier dans Shefford. Une circonscription que le député sortant, Roger Paré, drolotait depuis 1981, mais qu'il a dû quitter en cours de mandat pour raisons de santé.

Contrairement à Roger Nicolet, celui qui tente de ramener le comté dans le camp souverainiste est très impliqué dans le milieu. Jean-Marc Savoie est en effet directeur de l'Aide juridique à Granby et président de l'Office municipal d'habitation. Ses interventions portent essentiellement sur des problèmes locaux, des



Bernard Brodeur

questions de pain et de beurre. « La tendance nationale n'a pas d'influence ici, explique M. Savoie. C'est une élection locale qui se joue sur l'homme. »

Il était président de l'association de comté en février, lorsque le pourcentage du vote passa de 57 p. cent qu'il était pour le PQ en 1989 à 40 p. cent à la complémentation, alors que les libéraux bondissaient, eux, de 40 p. cent à 58 p. cent. Un renversement complet. C'est que l'imposition de Roger Nicolet par Jacques Parizeau avait totalement divisé les troupes péquistes. L'un des candidats à l'investiture ne s'était pas rallié et 700 personnes ont annulé leur vote à l'élection partielle, vraisemblablement des péquistes qui ne pouvaient se résoudre à voter libéral mais tout aussi incapables d'appuyer un parachuté, même si M. Nicolet habitait à quelques kilomètres à peine des frontières de Shefford.

Le contact facile

La paix est revenue dans la maison péquiste, assure Jean-Marc Savoie, qui s'attend à une lutte serrée, avec un écart de moins de 1000 voix le jour du scrutin. « Au

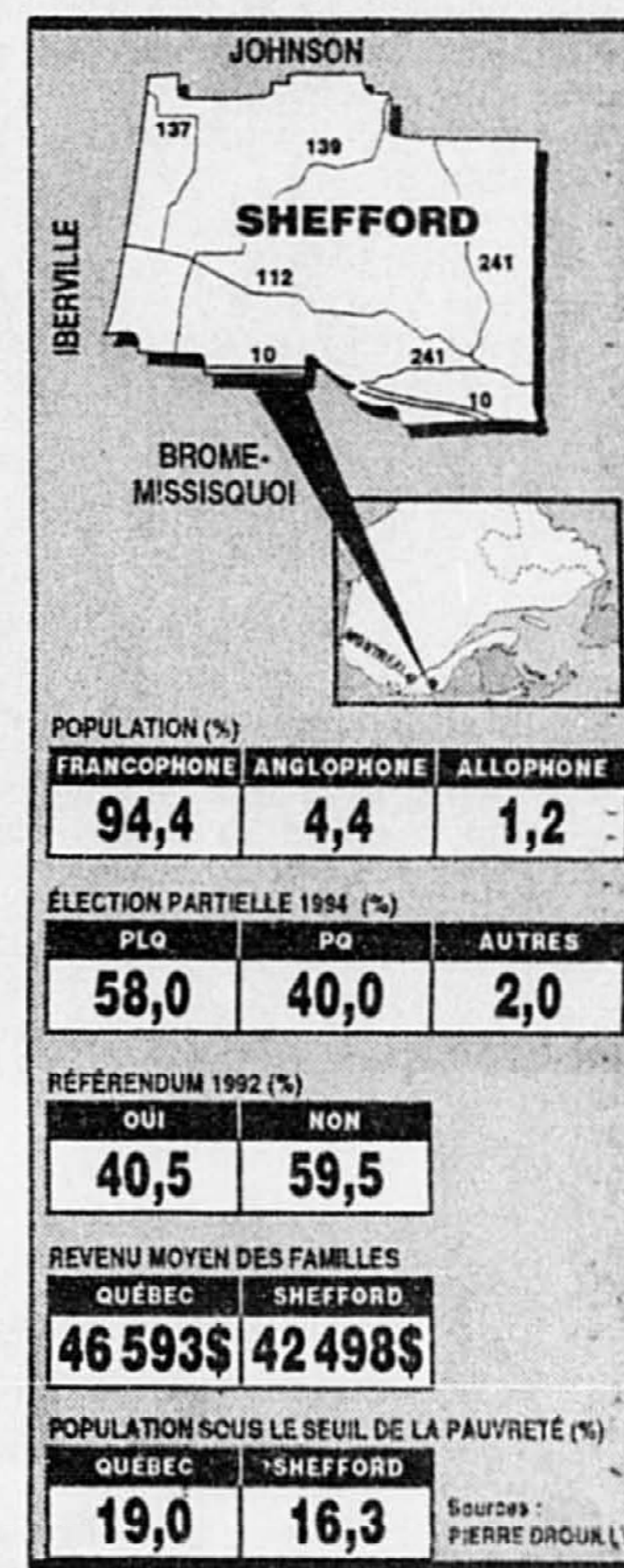


Jean-Marc Savoie

moins 5000 votes de majorité en ma faveur », prédit de son côté Bernard Brodeur. M. Brodeur adore son job de député libéral, qu'il n'a eu l'occasion de pratiquer que six mois. Un bref intermède qu'il a toutefois su utiliser au maximum : notaire et *gentleman farmer*, il a de beaucoup accru sa notoriété, multiplié les apparitions, le travail dans le comté.

« Dans Shefford, les modes ne comptent pas. On a eu un unionniste sous les libéraux, un créditiste qui a été un des derniers de la sorte. Ce qui compte ici, c'est l'homme, la personne. Regardez Roger (Paré), il était souverainiste mais tellement aimé que même les vieux votaient pour lui », illustre Bernard Brodeur.

L'aspirant libéral a un contact plus spontané que son adversaire avec les électeurs, un argument qui peut jouer dans une circonscription à plus de 90 p. cent urbaine, mais qui garde un certain cachet rural. Un exemple : tous deux étaient à la Cantine Trudeau un matin de la semaine dernière. Quand il est arrivé, M. Brodeur a spontanément fait le tour des tables de cet établissement de la rue principale. Plus timide, M. Savoie



est allé s'asseoir avec les deux députés du Bloc québécois qui l'accompagnent.

En théorie, Shefford devrait être un comté facile pour le PQ : les électeurs, massivement francophones, ont voté non au référendum il y a deux ans et élu un député du Bloc l'an dernier. Mais le parti aurait tort de le prendre pour acquis comme il l'a fait l'hiver dernier. L'Action démocratique présente elle aussi un candidat, Gilles Brunelle, ainsi que le Parti de la loi naturelle, Michèle Beausoleil, et le Parti économique du Québec, Réal Charette.

Le CPQ déplore le silence des deux partis sur les moyens de réduire le déficit

FRÉDÉRIC TREMBLAY

de la Presse Canadienne

■ Le Conseil du patronat du Québec accorde une bonne note au Parti québécois et au Parti libéral pour leur volonté de réduire le déficit, mais déplore en même temps leur silence sur les moyens d'y arriver.

En conférence de presse hier à Montréal, le CPQ a dévoilé les résultats d'un questionnaire qu'il avait fait parvenir aux deux formations politiques, et traitant de différents enjeux de l'heure, dont les finances publiques, l'éducation et les services de santé.

Le président du CPQ, Ghislain Dufour, a qualifié certaines des réponses reçues de « vagues et pas toujours compromettantes », mais dit néanmoins juger l'exercice « instructif et utile ».

À propos du déficit, M. Dufour salue l'intention du Parti québécois de vouloir éliminer d'ici deux ans le déficit des opérations courantes (2,7 milliards), et l'engagement du Parti libéral d'effacer l'ensemble du déficit (près de 5 milliards) d'ici cinq ans.

M. Dufour s'interroge cependant sur les mesures qui seront prises par le prochain gouvernement, quel qu'il soit, pour atteindre cet objectif de réduction du déficit.

« Pour le CPQ, le seul moyen d'y arriver, c'est de réduire les dépenses gouvernementales », avance M. Dufour. À son avis, le prochain gouvernement devra se résigner, peu importe sa couleur, à sabrer « les grands programmes sociaux (éducation et santé) et à revoir la sécurité d'emploi des fonctionnaires », s'il souhaite réellement abaisser le déficit.

Le président du CPQ souligne qu'il est inutile de vouloir éliminer des programmes superflus s'il est impossible de réduire le personnel travaillant à l'application de ces mêmes programmes. M. Dufour fait remarquer que ce sont les dépenses salariales qui représentent l'essentiel des frais liés à un programme gouvernemental.

Évaluation

En ce qui a trait au Parti libéral, le CPQ se réjouit par ailleurs que cette formation politique se soit en-

gagée à ne pas augmenter le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises : à ne pas accroître les taxes sur la masse salariale des entreprises ; à décentraliser les pouvoirs et responsabilités dans le domaine de l'éducation ; et à mieux contrôler les coûts dans le secteur de la santé.

L'organisme patronal se dit cependant déçu par le fait que le PLQ ne veuille pas examiner, par le biais d'un comité indépendant, les irritants entourant l'application de la Loi sur la santé et la sécurité au travail. Le CPQ aurait aussi souhaité un engagement des libéraux à abaisser les taxes sur l'essence, l'alcool et les primes d'assurance payées par les employeurs au profit des travailleurs.

Du côté du Parti québécois, le CPQ note favorablement la volonté péquiste de contrôler davantage les coûts dans le domaine de la santé ; de donner priorité à l'éducation dans la préparation de ses budgets ; de créer un fonds de démarrage de 300 millions pour venir en aide à la PME ; et de revoir la loi 145 sur la fiscalité municipale.

Le Conseil du patronat perçoit

cependant des points faibles dans les réponses reçues du PQ, dont « l'imprécision des engagements quant aux objectifs de réduction des dépenses gouvernementales et de création d'emplois », ainsi que le projet d'imposer une nouvelle taxe d'un pour cent sur la masse salariale des entreprises pour financer la formation professionnelle.

La promesse du PQ de revoir la Loi 142, qui a entraîné la déréglementation du secteur de la construction résidentielle, heurte également le CPQ.

Ghislain Dufour rappelle d'autre part le « rejet total » de son organisme à l'endroit de l'option fondamentaliste du Parti québécois, c'est-à-dire la réalisation de la souveraineté.

M. Dufour insiste aussi pour dire que l'évaluation faite par le CPQ des réponses obtenues des deux partis politiques est non partisane. Pour cette raison, il se refuse à inviter les membres de son organisation à donner leur appui à un parti plutôt qu'à un autre.

Fibrose kystique : nouvelle découverte

Presse Associée
WASHINGTON

Des scientifiques ont démontré qu'ils pouvaient transférer, sans danger, des gènes normaux dans les poumons de personnes atteintes de fibrose kystique, et cherchent maintenant une façon d'assurer que ces gènes survivent assez longtemps pour combattre la maladie fatale.

Adénovirus

Dans une étude dont les résultats sont publiés aujourd'hui, les scientifiques rapportent qu'ils ont utilisé un virus du rhume inactivé, appelé adénovirus, pour introduire un gène vital dans les poumons de quatre personnes atteintes de fibrose kystique.

Cependant, les gènes introduits n'ont survécu qu'une dizaine de jours. Aussi, les chercheurs ont-ils entrepris une nouvelle étude pour déterminer combien de fois ils pourraient répéter cette thérapie, pour que les patients en ressentent les effets bénéfiques.

« Nous savons que nous pouvons transférer un gène dans le poumon », a indiqué le docteur Ronald Crystal, qui a conçu le traitement au National Institute of Health. La question est maintenant de savoir si nous pouvons le faire plus d'une fois.

Les personnes souffrant de fibrose kystique héritent d'un gène anormal qui empêche le sel d'être filtré hors des cellules qui tapissent les voies respiratoires. Il s'ensuit une accumulation de mucus qui détruit les poumons, entraînant la mort, habituellement vers la trentaine.

On peut aujourd'hui prédire la démence sénile

Presse Canadienne
NEW YORK

Grâce à une série de tests psychologiques, les personnes âgées peuvent savoir aujourd'hui si elles risquent d'être victimes de la maladie d'Alzheimer ou d'une autre forme de démence sénile.

Ces tests, appliqués à des personnes apparemment saines d'esprit, ont identifié un groupe d'entre elles qui représentent un risque de 85 pour cent de développer une forme de démence sénile dans les quatre années suivant les tests, et un autre groupe qui ne présente qu'un risque de cinq pour cent durant le même laps de temps.

Ces tests permettent ainsi de distinguer ceux qui devraient être soumis à une évaluation médicale plus complète et préparer leur avenir en tenant compte des risques qu'ils présentent, et ceux qui peuvent être rassurés quant à leur état mental au cours des prochaines années, souligne le Dr David Masur, un des principaux auteurs de cette étude.

« Si vous réussissez ces tests, vous pouvez espérer avec confiance de ne pas souffrir de démence sénile au cours des quatre prochaines années », souligne le médecin.

La démence sénile est décrite comme une perte importante de la capacité intellectuelle d'une personne, notamment la mémoire et le pouvoir de raisonnement. La maladie d'Alzheimer est la forme la plus connue et la plus répandue de démence sénile.

Le Dr Masur est neurologue et professeur de médecine clinique au collège Albert Einstein de New York. Les résultats de son étude ont été présentés dans la dernière livraison du magazine *Neurology*.

Etude importante

Le Dr Leonard Berg, président de l'Alzheimer Association Medical and Scientific Advisory Board, a affirmé que plusieurs chercheurs ont réalisé des études dans ce domaine mais que celle du Dr Masur « est probablement la meilleure réalisée dans ce domaine, du moins pour ce

qui est de prévoir l'apparition » de ces maladies.

« Il s'agit d'une étude bien faite et d'une grande importance », d'ajouter le Dr Berg, un neurologue qui dirige le centre de recherche sur la maladie d'Alzheimer de l'École de médecine de l'Université de St. Louis.

Les Drs Masur et Berg estiment que les tests sont très utiles pour les personnes ayant dans les 70 et 80 ans dont l'état de santé est généralement bon et qui ne sont pas soumises à une médication susceptible de fausser leur jugement au moment de passer les tests.

L'étude a impliqué 317 personnes en bonne santé dont l'âge moyen était de 79 ans et qui n'avaient jamais manifesté de symptômes de démence. Les chercheurs leur ont fait passer une batterie de tests psychologiques et les ont suivies durant quatre ans. Ils les ont de nouveau revues et ont alors établi que quatre tests précis étaient ceux qui avaient permis d'établir les prédictions les plus justes.

Lors d'une interview, le Dr Masur a par ailleurs noté que les tests ont été plus précis pour ce qui était d'identifier les personnes qui ne seraient pas frappées de démence sénile que pour identifier celles qui le seraient.

Résultats obtenus

Il a notamment souligné que 202 des 253 participants à l'étude qui n'avaient pas été frappés de démence sénile avaient obtenu des résultats élevés, lors des tests, et avaient été classés parmi ceux ne devant pas être atteints, tandis que, parmi les 64 personnes ayant développé une démence sénile, seulement 11 avaient été classées à haut risque à cause des piètres résultats obtenus lors des tests.

Des 212 personnes ayant réalisé d'excellents résultats, 202 sont demeurées saines d'esprit, donnant des résultats précis à 95 pour cent au niveau des prédictions, tandis que 11 des 13 personnes ayant obtenu de piètres résultats ont développé une forme de démence sénile, soit 85 pour cent de taux de réussite. Les 92 autres participants avaient obtenu des résultats mitigés et se classaient dans une zone grise ne permettant pas aux spécialistes de prévoir l'apparition ou l'absence de démence avec une certaine exactitude.

Description des tests

Les deux tests les plus précis portaient surtout sur la mémoire des mots et des objets. Un troisième réclamait des participants de nommer, en un temps donné, autant de noms possibles d'une certaine catégorie de choses, par exemple des légumes. Le quatrième portait sur l'identification et la reproduction rapide d'une série de symboles.

Dans le premier test, on cite une liste de douze noms connus et on teste immédiatement la personne à plusieurs reprises, afin de déterminer si elle les a retenus en mémoire. Dix minutes plus tard, on demande au participant de réciter de nouveau la liste.

Dans le second test, le participant examine dix objets d'usage commun. Les objets sont ensuite mis hors de vue et, après un certain délai, le participant doit donner la liste des objets en cause.

Dans le troisième test, le participant doit donner le nom d'objets appartenant à une catégorie précise — noms d'animaux ou de légumes — en soixante secondes.

Dans le dernier test, on présente neuf symboles dont chacun est associé à un nombre de un à neuf. On présente alors une série de nombres au participant qui a 90 secondes pour les faire correspondre aux symboles qu'ils doivent également recopier.

Tabac : étude peu crédible

Presse Canadienne

Les groupes anti-tabac accordent très peu de crédibilité à l'étude réalisée pour Imasco et soutenant que la cigarette contribue à réduire les coûts des services de santé en écourtant la vie des fumeurs.

Selon le porte-parole du Conseil québécois sur le tabac et la santé, François Damphousse, l'étude constitue non seulement une reconnaissance des effets néfastes de la cigarette, mais elle va tout à fait à l'encontre d'autres enquêtes de grande envergure.

Le Conseil rappelle que l'on évalue à 10 milliards \$ les coûts de santé reliés au traitement des maladies générées par la consommation des produits du tabac au Canada.

Le Conseil soutient aussi que les anciennes taxes sur le tabac ne suffisaient même pas à compenser ces coûts.

L'étude d'Imasco, la société-mère d'Imperial Tobacco, dont les résultats ont été publiés hier dans le quotidien *Le Soleil*, se voulait une réplique à la critique du professeur Léo-Paul Lauzon sur le faible réinvestissement des profits des compagnies de tabac au Canada.

« Une personne qui meurt d'un cancer du poumon à l'âge de 70 ans ne se présentera pas à l'hôpital avec une autre maladie à un âge plus avancé », affirme dans cette étude l'économiste Jean-Pierre Vidal.

« Les groupes anti-tabac tiennent rarement compte des réductions des coûts de santé qui résultent du décès prématuré de certains fumeurs. Un tel calcul doit impérativement être fait sous peine de commettre une grossière erreur », précise-t-il dans sa « Critique du bilan socio-économique de Léo-Paul Lauzon ».

Professeur de comptabilité à l'Université du Québec à Montréal, M. Lauzon a scruté les bilans des trois fabricants de cigarettes installés au Canada, Imperial Tobacco, RJR Macdonald et Rothmans, Benson Hedges, pour conclure que ces compagnies font d'énormes profits qui sont distribués en dividendes à leurs actionnaires étrangers et très peu réinvestis au pays.

TOYOTA

Liquidation choc !



**C'EST
LA
LIQUIDATION
ANNUELLE DE
TOYOTA !**



CAMRY 94

**FAITES
VITE !
OFFRE
D'UNE DURÉE
LIMITÉE !**



TERCEL 94

Taux de financement illimité de Toyota Crédit Canada Inc. sur tous les modèles Camry et Tercel 94*.

Si vous financez :

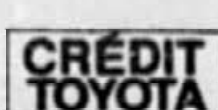
Vous pouvez épargner !

	Frais d'emprunt à 5,9 % pendant 48 mois	Frais d'emprunt à 11,5 % pendant 48 mois	
15 000 \$	1 876 \$	3 784 \$	1 908 \$

En plus ! Offres du fabricant au concessionnaire sur de nombreux modèles. Plus des offres de location-bail très alléchantes sur les Camry, Corolla et Tercel.

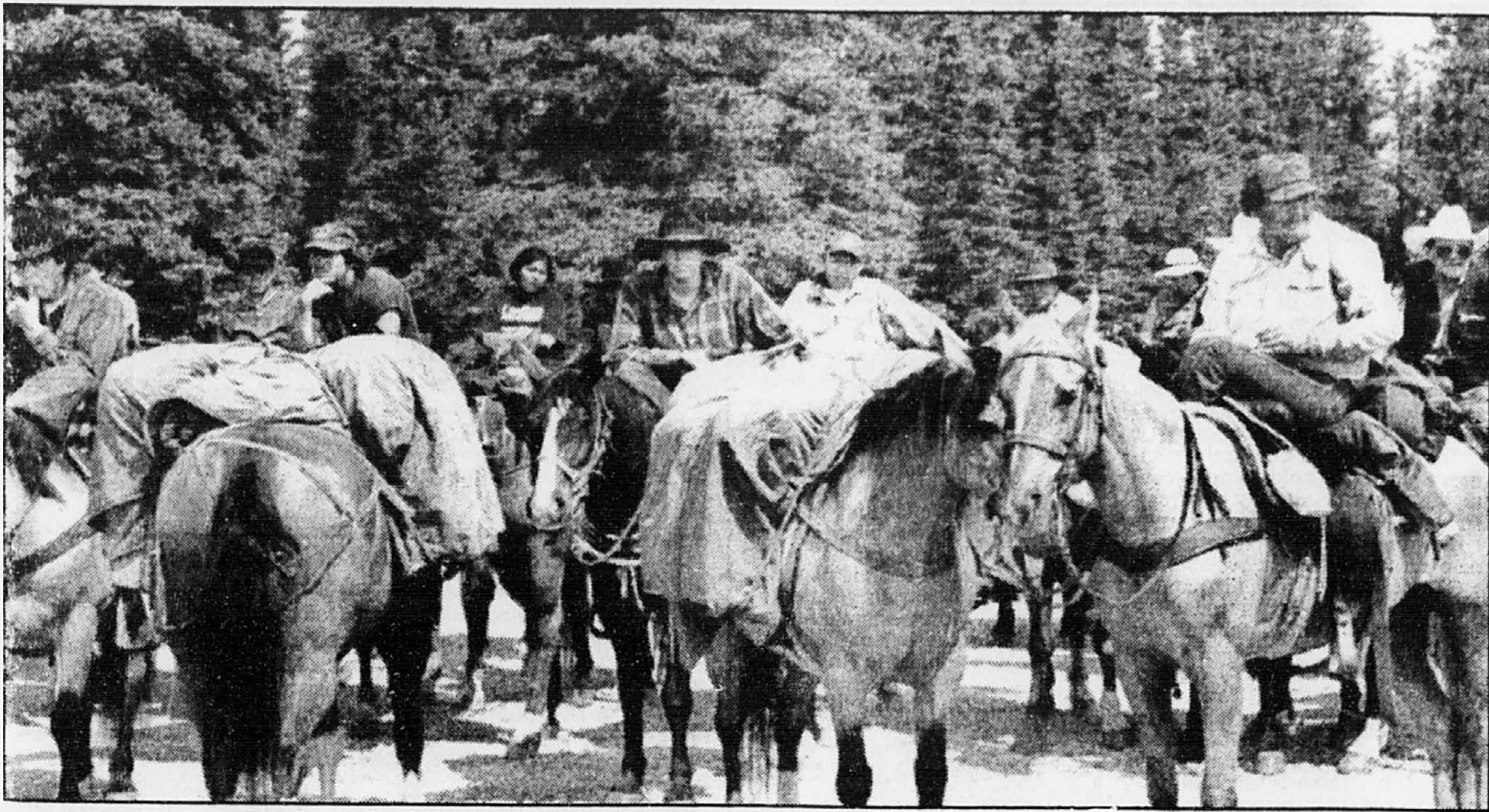


Votre concessionnaire Toyota est fier de vous offrir les Jeux olympiques spéciaux.



* Profitez des programmes de financement et de location Solution Toyota offerts exclusivement chez votre concessionnaire Toyota participant. Offre de financement de 5,9 % sur approbation de Toyota Crédit Canada Inc. valable uniquement pour les modèles Camry et Tercel 1994 neufs vendus au détail aux clients admissibles entre le 15 août et le 30 septembre 1994. Baux de 12 à 48 mois offerts. Exemple : 15 000 \$ à un taux annuel de 5,9 %, soit des paiements mensuels de 351,59 \$ pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 1 876,22 \$. Coût total du prêt : 16 876,22 \$. Exemple : 15 000 \$ à un taux annuel de 11,5 %, soit des paiements mensuels de 391,34 \$ pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 3 784,32 \$. Coût total du prêt : 18 784,32 \$. Frais d'intermédiation, d'assurance et taxes en sus. Frais de transport et de préparation inclus. Pour tous les détails sur les taux de financement et de location-bail, voyez votre concessionnaire Toyota participant.





Une trentaine de membres de la tribu des Stoneys ont commémoré l'odyssée de Ta Otha.

PHOTO CP

Les Indiens Stoneys rêvent d'autosuffisance

Presse Canadienne
NORDEGG, Alberta

■ Les espoirs que le chef Ta Otha nourrissait pour son peuple sont en grande partie disparus avec lui. Il repose aujourd'hui dans une tombe anonyme aménagée dans les grandes solitudes des montagnes Rocheuses.

Il y a un siècle exactement, ce chef des Indiens Stoneys défiait Ottawa et conduisait quelque 100 membres de sa tribu dans une expédition de 175 kilomètres, à travers une région sauvage des Rocheuses, pour renouer avec la chasse, la pêche et le piégeage et reprendre un mode de vie traditionnel.

« Mes enfants ont faim, ils pleurent la nuit », aurait affirmé Ta Otha avant de risquer la prison et d'abandonner la réserve que le gouvernement fédéral avait allouée à cette tribu, à l'ouest de Calgary.

« Mes jeunes hommes ont l'estomac vide et il n'y a pas de viande dans notre campement. Moi et les miens devons donc retourner dans les plaines de Kootenay. Là, nous engraisserons et serons heureux. L'herbe y pousse pour nos chevaux et il n'y a pas de neige l'hiver. »

Cet été, 30 membres de la tribu des Stoneys ont commémoré l'odyssée de Ta Otha en refaisant le même parcours.

Il ne s'agissait pas seulement d'un voyage symbolique de six jours, affirment ceux qui y ont participé. Si ces Indiens pouvaient parcourir à loisir les nombreux itinéraires qui parsèment les Rocheuses, les problèmes auxquels ils font face ne seraient pas si profonds, notamment leur dépendance à l'endroit de l'aide sociale, soutiennent-ils.

Manque d'expérience

Beaucoup de ces voyageurs n'avaient guère fait d'équitation ou n'avaient monté un cheval que durant quelques heures, au cours de leur existence. Certains ont voyagé un peu trop légèrement, oubliant même de s'équiper d'ustensiles. L'un d'eux s'est perdu. Quant leurs provisions ont été presque épuisées, l'un des cavaliers a abattu un chevreuil.

« Je devais assumer une grande responsabilité, reconnaît Dave Cole, qui a tué l'animal après que deux cavaliers eurent été lancés en éclaireurs pour traquer du gibier. Si j'avais raté mon coup, on aurait dû continuer de ne manger que des nouilles. Le Grand Manitou a toutefois guidé ma main. »

Durant ce voyage, le chef Ernest Wesley a souvent pensé à son arrière-grand-père. A l'exemple de Ta Otha, qui portait aussi le nom de Peter Wesley, l'actuel chef des Stoneys rêve de mettre fin à la dépendance des siens à l'endroit de l'aide sociale.

Mais, si Ta Otha voulait surtout libérer sa tribu des limites qu'imposait la réserve, Ernest Wesley rêve que ses compatriotes se libèrent du bien-être social et cesse de s'évader dans le suicide. Il y a trois ans, 21 membres de la tribu s'étaient suicidés sur une période de douze mois.

Isolement

La majorité des 3000 membres de la tribu du chef Wesley vivent aujourd'hui sur la réserve originelle qui leur avait été concédée, à Morley. Environ 150 descendants de Ta Otha vivent sur la réserve de Big Horn, près de Nordegg, à environ 60 kilomètres au sud-ouest d'Edmonton.

Les Stoneys de Big Horn vivent

dans l'isolement et font face à des conditions de vie plus difficiles que leurs compatriotes de Morley, quoique ce ne fut pas toujours le cas.

Durant les années qui ont suivi la migration dirigée par Ta Otha, la tribu a prospéré : Ta Otha savait pertinemment que le territoire choisi était riche en animaux à fourrure.

Connue aujourd'hui sous le nom de plaines de Kootenay, la région débordait alors de castors, coyotes, gloutons, visons et martres. Certains membres de la tribu gagnaient jusqu'à 20 000 dollars par année, durant la première moitié du siècle, ce qui était énorme à l'époque.

Les premières années, le gouvernement fédéral a refusé de reconnaître Ta Otha et ses « renégats », les qualifiant de squatters. Après 50 ans de pression, Ottawa leur a toutefois accordé un droit sur un territoire de 2000 hectares mais, à cette époque, le piégeage avait déjà commencé à décliner.

En 1970, le gouvernement de l'Alberta a construit le barrage Abraham, non loin de là, inondant les cimetières, les maisons et les dernières lignes de trappage encore actives. Des routes passent aujourd'hui à travers ce qui était une région sauvage et peu de membres de la réserve continuent de chasser. Plus de la moitié d'entre eux vivent de prestations d'aide sociale et les deux tiers sont au chômage.

Le magasin général de la réserve de Big Horn n'ouvre ses portes que sporadiquement et l'édifice servant à l'administration de la tribu ne possède même pas l'eau courante.

Que faire ?

M. Wesley croit que, pour se libérer de l'aide sociale, il est urgent d'accroître la confiance des membres de sa tribu avant d'amorcer le développement économique. Le récent voyage entrepris sur les traces de Ta Otha s'inscrivait dans le programme mis au point pour restaurer l'estime de soi au sein des membres de la tribu.

Neisha Fox, qui a participé à ce voyage en compagnie de sa mère, Tina, affirme que cette aventure a revêtu une grande importance, surtout pour les jeunes membres de la tribu.

« Nous avons l'impression de refaire l'histoire, d'affirmer la jeune femme de 21 ans. Nous voyageons comme si nous formions une seule grande famille. »

Les 150 Stoneys de la réserve de Big Horn rêvent tous de se libérer de l'aide sociale. Leur premier objectif est de rouvrir les portes du magasin général de façon permanente ainsi que la station service aménagée près d'une grande voie routière proche.

Certains veulent par ailleurs faire paître du bétail sur un territoire situé près de Rocky Mountain House, tandis que Charlie Abraham, un guide de plein air bien connu en Alberta, espère entraîner certains de ses compatriotes comme guides touristiques.

Avant qu'ils ne poursuivent leur cheminement, toutefois, le chef Wesley veut que les membres de sa tribu se guérissent de leurs propres maux.

Il y a environ un an, il a lancé un programme en vue d'améliorer l'estime de soi chez ses compatriotes en leur faisant assumer des responsabilités. Pour ce faire, il a organisé des colloques sur divers sujets : médecine, aptitudes au travail, enseignement des adultes et coutumes ancestrales.

Il parle notamment des « cercles

guérisseurs » : les participants sont invités à former un cercle et à parler librement des problèmes de drogue, de violence familiale, etc.

M. Wesley affirme que ces rencontres ont contribué à faire diminuer les comportements destructeurs chez les jeunes. Le taux de

suicide au sein de la tribu, à Morley notamment, a diminué de façon substantielle.

Les membres de la tribu ont aussi commencé à construire un nouvel édifice communautaire qui abritera notamment des services sociaux et de santé.

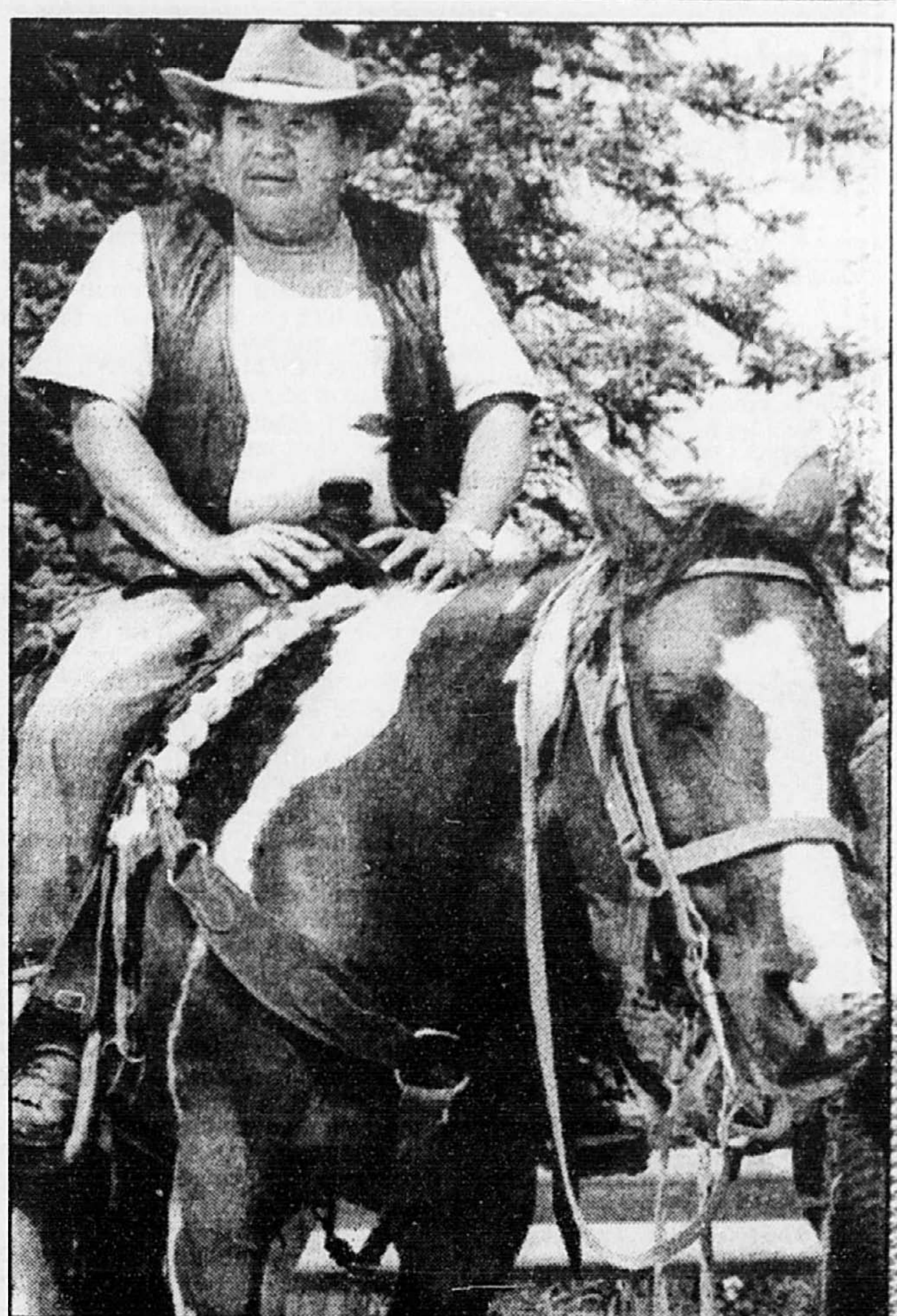


PHOTO CP

Ernest Wesley rêve que son peuple se libère de l'aide sociale.

Les 15 ans et moins sont les protégés de Lunetterie New Look

Vous connaissez le 2 pour 1 de LUNETTERIE NEW LOOK.

Vous ne payez que la plus chère des deux paires de lunettes, l'autre est tout à fait gratuite.

Les jeunes de 15 ans et moins bénéficient de 15 mois pour choisir la deuxième paire (la gratuite), qu'elle soit pour le même enfant ou pour un(e) autre de 15 ans et moins.

Voilà une idée exclusive fort appréciée parce que les 15 ans et moins doivent souvent renouveler leur ordonnance plus d'une fois dans la même année.

Le plan 15/15 dans les boutiques New Look Junior chez Lunetterie New Look seulement.



PARTOUT AU QUÉBEC

CENTRE-VILLE
875-1001

ST-JOSEPH
270-4747

PLACE VERSAILLES
354-1220

LAVAL
629-9800

PLACE VERTU
856-2002

LONGUEUIL
677-4747

GREENFIELD PARK
466-2166

ROSEMONT
593-8840

POINTE-CLAIRE
694-7773

POINTE-AUX-TREMBLES
642-2540

REPENTIGNY
654-5477

ST-JÉROME
436-2893

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
348-1155

ST-HYACINTHE
774-7188

TROIS-RIVIERES
372-1313

DRUMMONDVILLE
478-4171

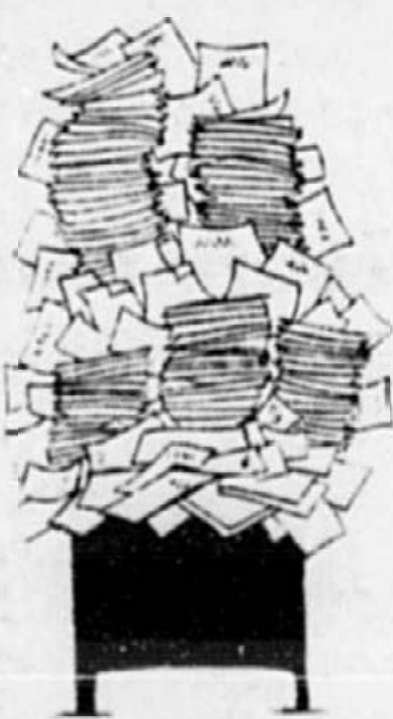
SHERBROOKE
Carrefour de l'Estrie
822-4747
Galeries Quatre-Saisons
565-3632

La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec présente un SÉMINAIRE DE RECHERCHE ACTIVE D'EMPLOI

OUI, J'Y CROIS!

MOTIVATION • STRATÉGIE • INFORMATION

COMPLET



SAMEDI 10 septembre 1994
au
DELTA MONTREAL
175, rue Président-Kennedy

CONFÉRENCES

9 h 00
Conférence d'ouverture
Rodrigue Brillant, c.r.l., C.P.C.R.I.Q.

9 h 30
Stratégies de recherche d'emploi
Camille Labrecque, c.r.l., Mallette Major Martin

10 h 45
Comment réussir son entrevue de sélection ?
Pierre Gauthier, Société Pierre Boucher

11 h 45
Les styles de communication I
Jean Veinot, Drake Beam Morin

12 h 00
Période libre: réponses aux questions individuelles et visite des kiosques

13 h 45
Les nouvelles avenues d'emploi
1. La relation d'aide dans la réaffectation
Jacques Pelletier, c.r.l., Centre de Carrière

2. La création d'emplois
3. Démarrer son entreprise
Dominique Fréchette, TSU International

14 h 45
Les styles de communication 2
Jean Veinot, Drake Beam Morin

15 h 45
Mot de la fin

LES EXPOSANTS

Développement des ressources humaines - Canada
Fondation de l'Entrepreneurship
Carrières et Professions, le Magazine

Commissariat du Québec à l'Égalité
Service à la Clientèle

Delta
Montreal

F-NDS

La Presse

ENTRÉE GRATUITE - réservations requises avant le 6 septembre 1994: 344-1609

Monde

Acteurs-clefs du processus de paix en Ulster

Agence France-Presse

LONDRES

■ Le cessez-le-feu inconditionnel de l'IRA est l'aboutissement du lent travail de quelques personnalités des deux côtés de la mer d'Irlande, dont voici les rapides portraits.

GERRY ADAMS

Gerry Adams, 45 ans, est depuis 20 ans la figure mythique des nationalistes républicains d'Irlande du Nord, idole des quartiers catholiques et populaires de Belfast-Ouest et maître à penser d'un mouvement qu'il a pris le risque d'emmener

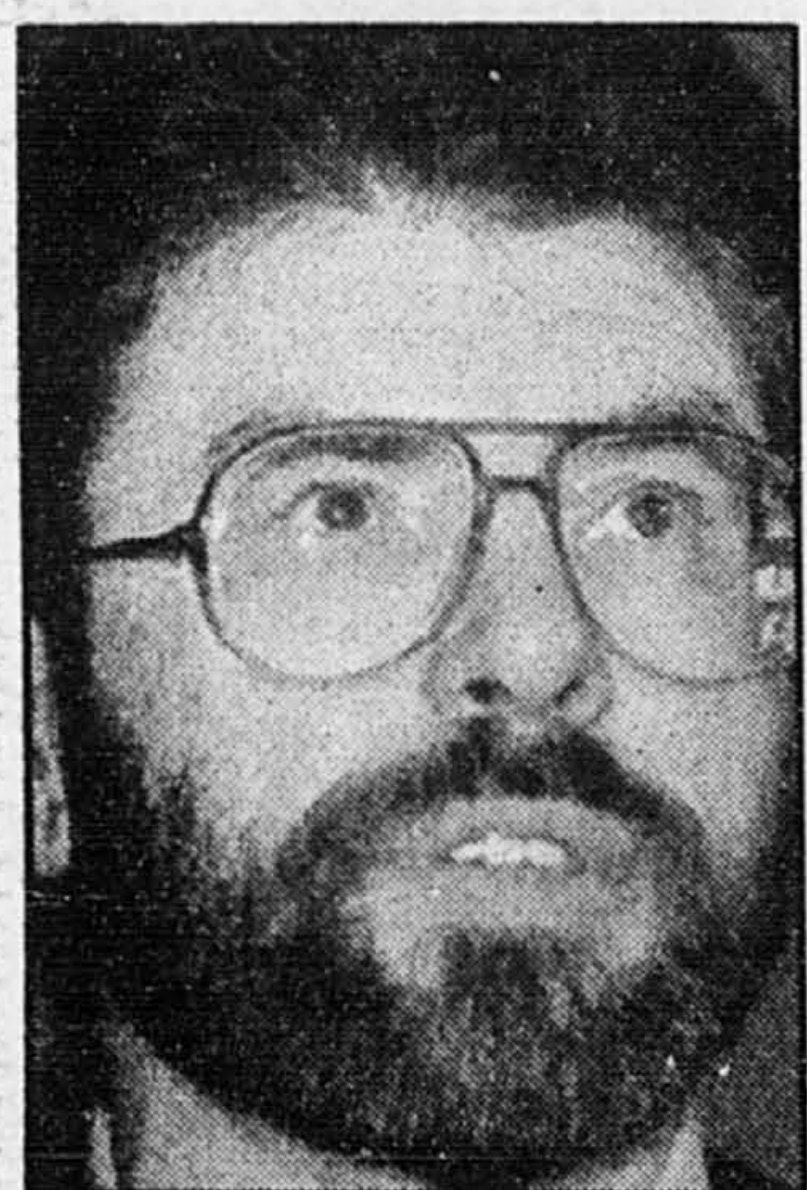


PHOTO REUTERS

Gerry Adams, président du Sinn Féin, a accueilli avec joie l'annonce du cessez-le-feu décrété hier par l'IRA (Irish Republican Army - Armée républicaine irlandaise).

avec lui sur le terrain politique.

Le président du Sinn Féin aurait été un des commandants de l'IRA dans les années 1970, ce qu'il nie. Cet ancien barman de Belfast, devenu théoricien du mouvement républicain, a passé plus de trois ans en prison. Il a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat par les milices loyalistes.

Gerry Adams fut dans les années 1980 le premier à comprendre que l'unité de l'Irlande ne pourrait être obtenue du jour au lendemain par une victoire de l'IRA sur les forces britanniques. Il consacra toute son énergie à adapter la stratégie républicaine en conséquence.

Avec une stature politique nouvelle (député de 1983 à 1992, voyage aux États-Unis début 94) et obtenant du gouvernement de Dublin et des nationalistes modérés de

n'être plus considéré comme un terroriste, il a été capable de prendre le risque suprême : convaincre l'IRA que la lutte politique, et elle seule à présent, pouvait marcher.

MARTIN MCGUINNESS

Martin McGuinness, 44 ans, intermédiaire essentiel des récents contacts secrets entre Londres et l'IRA, est depuis 25 ans une figure de premier plan du mouvement nationaliste républicain en Ulster. Il eut jadis un rôle actif dans la « guerre » contre l'occupant britannique.

McGuinness aurait été le chef d'état-major de l'IRA dans les années 75. Ce qu'il a toujours nié. Beaucoup assurent qu'il fut le stratège, le « cerveau » de la guérilla, l'un des « parrains » du mouvement républicain. Certains assurent que c'est lui, et non Gerry Adams, le « vrai numéro un ».

Homme de l'ombre, éminence grise, Martin McGuinness est devenu en 1993 l'acteur principal des pourparlers longtemps secrets avec Londres. Il a aussi joué un rôle essentiel dans la conversion du Sinn Féin à la stratégie politique.

Mais surtout, ce catholique fervent a conservé dans l'ensemble du mouvement républicain une aura qui lui a été d'un grand recours au moment de « vendre » à l'aile militaire dure de l'IRA un compromis politique en échange d'un cessez-le-feu historique.

JOHN HUME

Le catholique social-démocrate John Hume, 57 ans, est depuis 25 ans le leader du premier parti nationaliste d'Ulster où il est l'infatigable avocat d'une Irlande « unifiée par consentement » et sans violence.

Né à Londonderry, diplômé d'Harvard, cet ancien séminariste s'est affirmé comme un leader du mouvement pour les droits civiques (1968-69), témoin et acteur de la révolte d'une minorité catholique victime d'années de ségrégation.

Sa modération et son courage ont fait de John Hume un acteur essentiel en Ulster. Interlocuteur privilégié de Dublin, très écouté à Londres, où il est député depuis 1983, il est particulièrement influent aux États-Unis auprès de la puissante communauté d'origine irlandaise.

C'est lui qui, dès 1988, malgré la réprobation générale, tendra la main au Sinn Féin et à l'IRA, sentant le premier que les républicains étaient « mûrs » pour la stratégie politique.

JOHN MAJOR

John Major, 51 ans, le premier ministre le plus impopulaire de l'histoire de la Grande-Bretagne, pourrait avoir réussi, par son ouverture d'esprit sur l'Ulster, là où tous ses prédécesseurs ont échoué : ramener la paix dans la province.

Comme son ami personnel le premier ministre irlandais Albert Reynolds, John Major est arrivé sans « passif » ou idée préconçue sur le dossier nord-irlandais.

D'où sa volonté de n'exclure aucune piste, y compris celle du dialogue secret avec l'IRA (1993), au risque d'ulcérer les députés unionistes de Westminster, qui font pourtant tenir à un fil sa majorité parlementaire.

John Major, en contact permanent avec M. Reynolds, a aussi courageusement décidé de « parier » sur la volonté de cessez-le-feu de l'IRA, en n'hésitant pas à mettre dans la corbeille la renégociation du « Gouvernement of Ireland Act » de 1920, qui fonde la partition de l'île. Une revendication historique des nationalistes.

ALBERT REYNOLDS

Albert Reynolds, 61 ans, propulsé Premier ministre irlandais en 1992 après la chute de son prédécesseur Charles Haughey, a su tenir en laisse le « nationalisme » historique et bouillant de son parti, le Fianna Fail (centre droit), et recueillir les fruits du compromis avec Londres.

Ce millionnaire autodidacte a su user de son amitié personnelle avec John Major, arrivé au pouvoir à peu près en même temps que lui à Londres, pour présenter un front commun et ferme Londres-Dublin face à la violence, tout en gardant le contact et la confiance des nationalistes républicains.

Albert Reynolds a parfois été raillé pour ses manières frustes — il vient de l'Ouest rural — mais ses adversaires saluent son pragmatisme et son courage politique sur l'Irlande du Nord.

Il a pris des risques sur des points

sensibles, promettant par exemple 30 p. cent de postes gouvernementaux aux protestants dans une éventuelle Irlande unifiée. Ou s'engageant à modifier les articles de la Constitution irlandaise qui portent revendication territoriale sur l'Ulster.

Intermédiaire essentiel et discret entre Londres et le Sinn Féin depuis un an, il a su finalement « vendre » au mouvement républicain un « paquet » suffisant pour l'amener à faire le choix du cessez-le-feu.

IAN PAISLEY

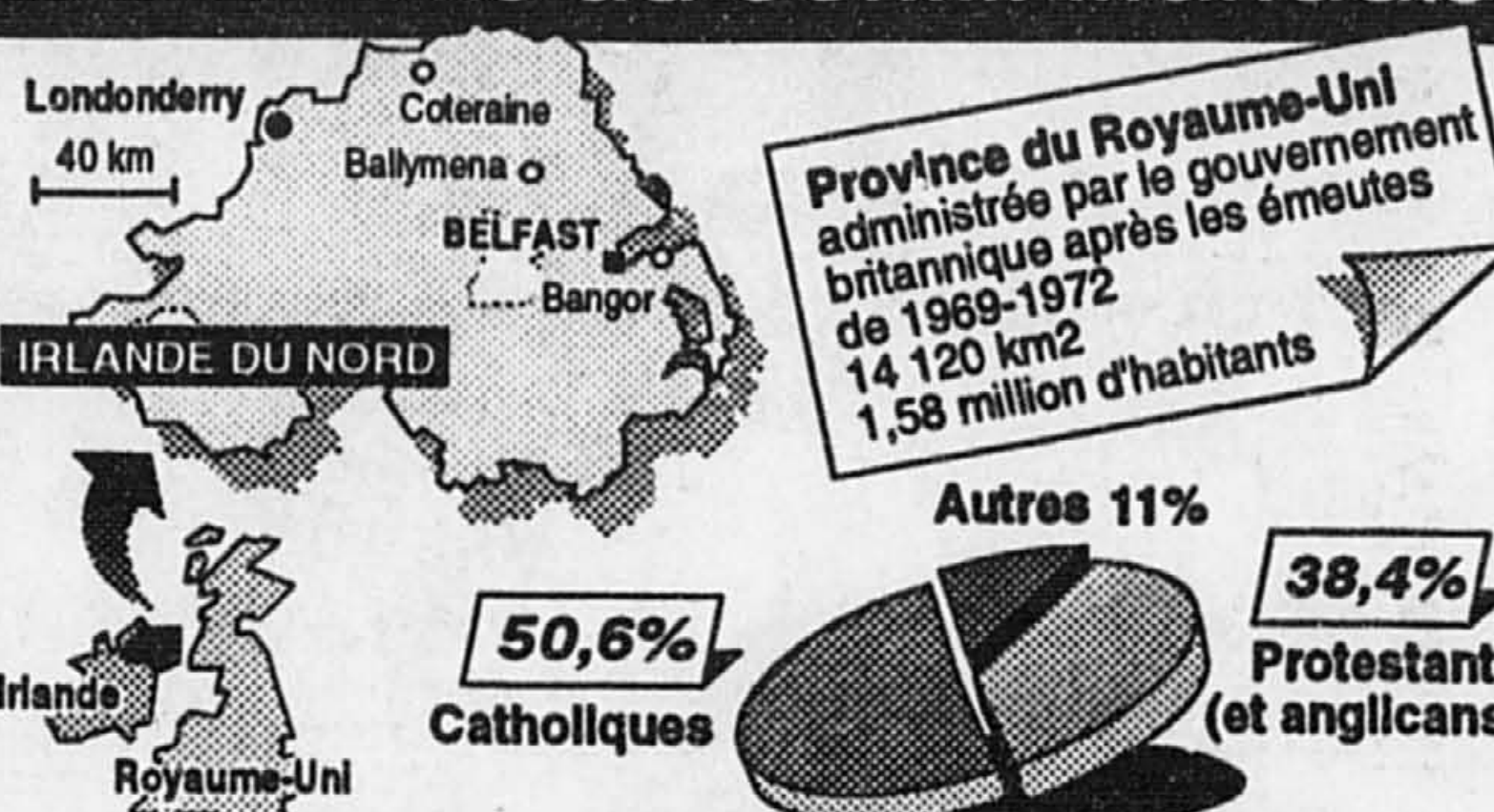
Occupant une place à part dans cette galerie de portraits, le révérend Ian Paisley, 68 ans, est depuis 30 ans en Ulster le chef de file de la fraction la plus intransigeante des protestants unionistes, bouillant et infatigable défenseur du maintien de la province dans le Royaume-Uni.

Mi-prédicateur, mi-politicien, il est, sans doute, l'un des rares leaders au monde à avoir à la fois créé sa propre église, l'Eglise libre presbytérienne (14 000 membres, qu'il décrit comme des « protestants historiques ») et son propre parti, le Parti démocratique unioniste (DUP), à base populaire ouvrière et rurale (17,2 % des voix aux élections locales de mai 93).

Sur les bancs de Westminster (il est député depuis 1974), au Parlement européen de Strasbourg, comme à la tête des manifestations en Ulster, il défend farouchement tout glissement vers une Irlande unifiée et « papiste », son cauchemar.

Tribun redoutable et parfois outrancier, il s'est déjà fait exclure des Parlements britannique et européen. Ce qui lui vaut de se poser en « seul vrai défenseur » du lien de l'Ulster à la Couronne.

Les 25 ans du conflit irlandais



Les principaux partis politiques:

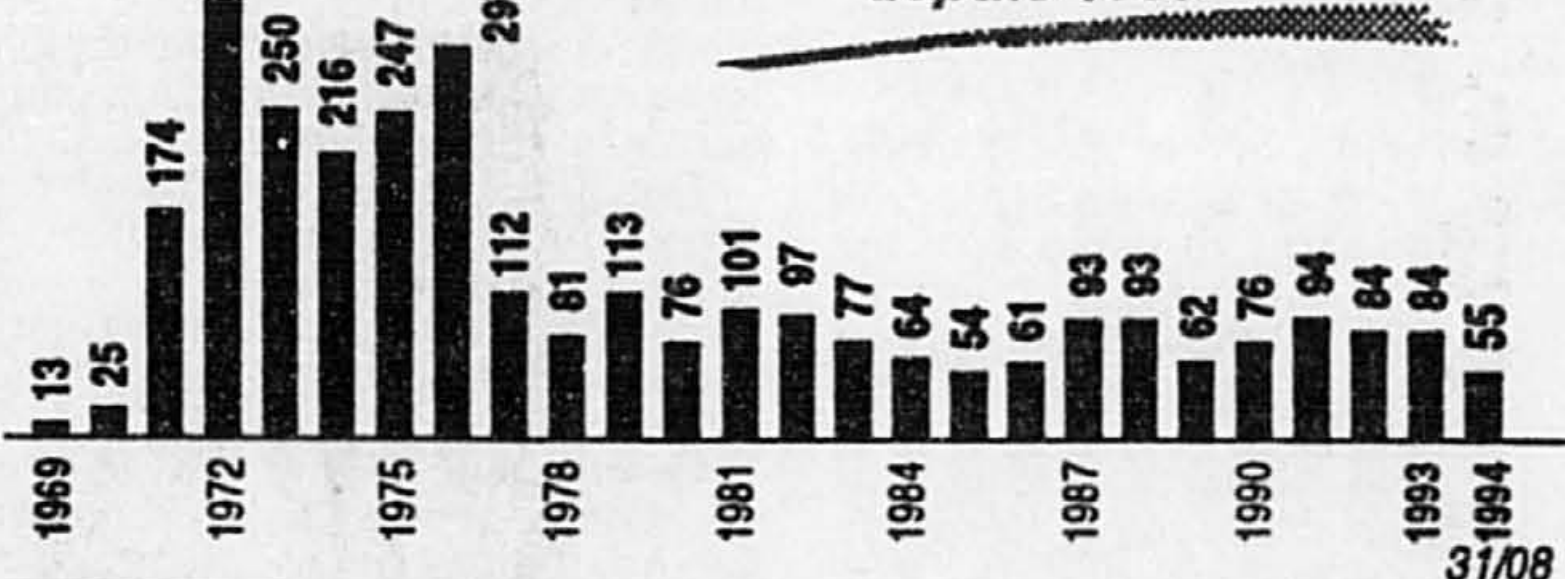
(résultats aux élections municipales de 1989)

- Parti social-démocrate travailliste (catholique, nationaliste): 21,9%
- Sinn Féin (catholique, nationaliste et républicain): 12,5%
- Parti Unioniste d'Ulster (protestant): 29,3%
- Parti Démocratique Unioniste (protestant): 17,2%
- Parti de l'Alliance (interconfessionnel): 7,6%

Les groupes paramilitaires (interdits)

- Protestants et loyalistes: UFF (Combattants pour la Liberté de l'Ulster), UVF (Forces des volontaires de l'Ulster), RHC (Commando de la Main Rouge)
- Catholiques et républicains: IRA (Armée républicaine irlandaise), INLA (Armée Nationale de Libération irlandaise)

Les tués dans des attentats depuis 1969



Vingt-cinq ans de «troubles» en Ulster

Agence France-Presse

BELFAST

■ Le conflit nord-irlandais, qui pourrait connaître un tournant après l'annonce hier par l'IRA d'un arrêt des violences inconditionnel et illimité, a fait en 25 ans 3166 morts et plus de 36 500 blessés. En voici les dates marquantes, tant sur le plan politique que de la violence :

1921-22 : les 26 comtés du Sud forment l'État libre d'Irlande, qui deviendra la République en 1937. Les six comtés du Nord (Ulster), en majorité protestants, décident de rester sous domination britannique. Un parlement protestant est établi à Stormont, près de Belfast.

1968-69 : naissance du Mouvement des « droits civiques », animé par la forte minorité catholique d'Ulster, contre la discrimination pratiquée par le « gouvernement d'apartheid » protestant. Émeutes intercommunautaires et début des « Troubles » à Londonderry. L'armée britannique intervient dans les quartiers catholiques.

1970-71 : l'Armée républicaine irlandaise (IRA), dite Provisoire, reprend les armes contre « les forces de la Couronne ».

1971 : une bombe de la Force des Volontaires de l'Ulster (UVF - protestant) fait 15 morts le 4 décembre dans un bar à Belfast. Attentat loyaliste le plus meurtrier à ce jour.

1972 : dissolution du Parlement de Stormont devant l'ampleur des émeutes (474 morts dans l'année). La province passe sous administration directe de Londres. L'effectif militaire britannique atteint 21 000 hommes en Ulster.

Cessez-le-feu de 13 jours de l'IRA. Une rencontre Sinn Féin - gouvernement britannique à Londres est un échec.

1973-74 : première tentative de partage du pouvoir entre protestants et catholiques (Accord de Sunningdale). L'expérience échoue en raison d'une grève générale organisée par les extrémistes protestants.

1974 : en novembre, 21 personnes sont tuées par deux bombes de l'IRA dans des pubs de Birmingham. Attentat le plus meurtrier contre des civils en 25 ans de conflit.

1975 : cessez-le-feu « indéterminé » de l'IRA, qui durera effectivement près de deux mois avant de multiples violations. Entretemps, de nombreux détenus républicains ont été libérés et le système de l'interne administratif démantelé.

1979 : 18 soldats britanniques tués à Warrenpoint par une bombe de l'IRA le 27 août, l'attentat le plus meurtrier contre l'armée.

1979 : déclaration capitale du général James Glover, commandant l'armée britannique en Irlande du Nord, qui reconnaît que l'IRA ne « pourra pas être défaite militaire-

ment ».

1981 : 10 grévistes de la faim républicains, dont Bobby Sands, meurent dans la prison de haute sécurité du Maze à Belfast après un jeûne de soixante jours pour tenter d'obtenir de Margaret Thatcher le statut de prisonnier politique. S'ensuit une campagne de recrutement massif de l'IRA et une poussée électorale du Sinn Féin.

1985 : accord anglo-irlandais entre les Premiers ministres britannique et irlandais, Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald. L'accord, négocié sans les protestants, donne à Dublin un droit de regard sur les affaires intérieures d'Ulster et institue des rencontres régulières entre les deux gouvernements. Immenses manifestations protestantes.

1987 : Gerry Adams, leader du Sinn Féin, est élu député à Westminster. Ne reconnaissant pas l'autorité de ce Parlement, il ne siège pas.

1991 : pour la première année, les milices loyalistes protestantes, réorganisées depuis deux-trois ans, font plus de morts que l'IRA.

1991 : rounds de pourparlers multipartites sur l'avenir des institutions d'Ulster. Ces négociations excluent le Sinn Féin (branche politique de l'IRA) mais rassemblent pour la première fois autour d'une table des partis unionistes et le gouvernement irlandais. Les pourparlers sont interrompus en novembre 1992 sans accord.

1992 : en avril, une bombe de l'IRA dans la City de Londres fait 3 morts et cause plusieurs centaines de millions de livres de dégâts. Un an plus tard, en avril 1993, une autre bombe de l'IRA dans la City fait un mort et cause des dégâts similaires. Les milieux financiers internationaux s'inquiètent. L'IRA reconnaît par la suite l'effet « décisif » de ces deux attentats.

1993 : en février, le gouvernement britannique entretient des contacts secrets pendant 10 mois avec l'IRA (l'IRA affirme que les contacts remontent à 1990).

En mai, le Sinn Féin devient la première force électorale dans la ville de Belfast aux élections locales.

En décembre, déclaration anglo-irlandaise dite « de Downing Street » qui pose le cadre général d'un accord, et offre au Sinn Féin d'intégrer officiellement les pourparlers en échange d'un cessez-le-feu de l'IRA.

1994 : en août, des sources concordantes à Dublin et Londres indiquent que le « Gouvernement of Ireland Act » de 1920, qui fonde la partition de l'île, sera sur la table d'éventuels pourparlers. Londres reconnaît que ce texte est « dépassé ».

30 % À 70 % DE RABAIS
Solde de fin de saison pour femme

699 \$ à 1999 \$

Mode printemps-été

Tricots

Comprend des pulls, des cardigans, des débardeurs et des gilets. Nos prix ord. 14,99 \$ à 49,99 \$.

Solde 6,99 \$ à 19,99 \$ ch.

Le choix varie selon le magasin.

Tricots pour femme, rayon 147.

999 \$ à 1999 \$

Mode printemps-été

Tenues Concept XXV

Tee-shirts, shorts, chemisiers, pantalons et pulls. Nos prix ord. 24 \$ à 60 \$. Solde 9,99 \$ à 19,99 \$ ch.

Le choix varie selon le magasin.

Tenues Concept XXV, rayon 477.

Dans certains magasins seulement.

999 \$ à 1999 \$

Mode printemps-été

Blouses, pantalons et jupes

Blouses à manches courtes. Nos prix ord. 24,99 \$ à 45 \$.

Solde 14,99 \$ et 19,99 \$ ch.

Blouses à manches longues. Nos prix ord. 29,99 \$ à 45 \$. Solde 19,99 \$ ch.

Blouses, rayons 115 et 133. Le choix varie selon le magasin.

Pantalons et jupes. Modèles et teintes de fin de série.

Nos prix ord. 14,99 \$ à 50 \$. Solde 9,99 \$ et 14,99 \$ ch.

Le choix varie selon le magasin.

1499 \$ et 1999 \$

Mode printemps-été

Robes

Nos prix ord. 29,99 \$ à 49,99 \$. Solde 14,99 \$ ch.

Nos prix ord. 59,99 \$ à 69,99 \$. Solde 19,99 \$ ch.

Le choix varie selon le magasin.

Les offres ci-dessus sont en vigueur jusqu'au samedi 10 septembre.

50 % de rabais*

Solde de tenues couture printemps-été pour femme

Étiquettes Jones New York, Rena Rowan, Liz Claiborne, Expression®, Studio J, Rouie, Bianca, Charter Collection®, Collections Internationale, Tan Jay, Russ, Villager, Principles®, Real Clothes®, Variations®, Northern Spirit®, Kari®, BayClub®, FairSet®, etc. Notre sélection comprend des tenues mode griffées, des coordonnés, des maillots de bain et plus encore! En tailles courantes et petites de même qu'en tailles fortes dans certains magasins seulement. Le choix varie selon le magasin. Certaines marques ne sont pas offertes dans tous nos magasins. *Sur nos prix ordinaires.

25 % À 50 % DE RABAIS
Liquidation de tenues mode pour homme

50 % de rabais

Mode printemps-été

pour jeune homme

Tenues mode

Nos prix ord. 9,99 \$ à 195 \$.

Liquidation 4,99 \$ à 97,50 \$ ch.

Mode pour jeune homme, rayons

321, 377, 382, 860 et Boutique 317.

25 % à 30 %

de rabais

Choix de tenues

mode à la

Boutique

Le Président

Tenues Boss, Mani et certaines

tenues Filacci exceptées. Le choix

varie selon le magasin. Nos prix

ord. 55 \$ à 875 \$. Liquidation

38,50 \$ à 656,25 \$ ch.

Boutique Le Président, rayon 323. À la Baie,

rue Sainte-Catherine Ouest seulement.

40 % de rabais

De London Fog et

Jones New York

Sélection

d'imperméables

Nos prix ord. 170 \$ à 250 \$.

Liquidation 102 \$ à 150 \$ ch.

Tenues d'extérieur habillées, rayon 306.

Dans certains magasins seulement.

40 % de rabais

Mode tout-aller

printemps-été

Tenues

d'extérieur

Nos prix ord. 50 \$ à 110 \$.

Liquidation 30 \$ à 66 \$ ch.

Tenues d'extérieur tout-aller, rayon 310.

30 % de rabais

Mode tout-aller

printemps-été

Vestes

Le choix varie selon le magasin.

P.M.G.T.G. Nos prix ord. 39,99 \$

à 59,99 \$. Liquidation

27,99 \$ à 41,99 \$ ch.

Tenues d'extérieur pour homme, rayon 849.

30 % de rabais

Mode tout-aller

printemps-été

Sélection

de pantalons

Nos prix ord. 24,99 \$ à 39,99 \$.

Liquidation 17,49 \$ à 27,99 \$ ch.

Pantalons pour homme, rayon 848.

40 % de rabais

Mode printemps-été

Pantalons

choisis

Le choix varie selon le magasin.

Tailles 30 à 42. Nos prix ord.

39,50 \$ à 40 \$. Liquidation

23,70 \$ à 24 \$ ch.

Pantalons tout-aller, rayon 314.

50 % de rabais*

Liquidation de tenues sport printemps-été pour homme

Comprend des collections couture printemps-été et bien plus encore! *Sur nos prix ordinaires.

Tenues sport pour homme, rayons 344, 347, 350, 357, 366, 385, 856 et 858.



LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®